le monde libertaire
hebdomadaire de la fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Enterrement des 35 heures
Résurrection de l'ordre moral

Bonne année 2005 !

M 06726 - 27 H - F: 3,00 € - RD

3€

ISSN 0026-9433

« La jouissance des autres magnifie la mienne à l'infinie »

« Sitting Bull »

hors série n° 26
du 23 décembre 2004
au 16 février 2005

Sommaire

Le droit à l'avortement, trente ans déjà, trente ans après..., par Hélène Hernandez, *page 1*

Dans le chaudron de **Zapata,** par Bélial, *page 3*

Aux origines du **fascisme étatsunien,** *par Larry Portis, page 5*

le **capitalisme** pur et simple, *par Nicolas Trifon, page 9*

Pas de panique, solidarité ! *par Fred, page 12*

Ramon Acin, artiste anarchiste espagnol, *par Felip Equy, page 14*

Nouvelles des fronts, *par Hugues, page 16*

L'autogestion, pour quoi faire ?, *Autogestion et socialisme 1973, par Maurice Joyeux, page 17*

les pauvres prennent leur **revanche,** *par Thierry Maricourt, page 24*

Louise Michel, l'émancipation, toute l'émancipation ! *par Elisabeth Claude, page 22*

Montpellier, **festival des films méditerranéens,** *par Christiane Passevant, page 26*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Pli fermé (France)	Étranger
3 mois, 13 nos	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois, 25 nos	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an, 45 nos	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ○ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 90000621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Le droit à l'avortement

trente ans déjà, trente ans après...

Hélène Hernandez

Commission Femmes de la Fédération anarchiste

S'IL EST DES COMBATS VICTORIEUX, c'est bien celui de l'avortement, un des plus exemplaires depuis la Seconde Guerre mondiale parce que arraché par un mouvement social. Certains et certaines d'entre nous avons été élevés à coups de dogmes et de slogans nous convoquant à lutter et à faire la grève. Mais nous ne comprenions pas tout, à la lumière de nombre de grèves perdues, de reculs, de déceptions, de luttes abandonnées. Étions-nous assurés de gagner en participant à la mobilisation ? Pour avoir milité dans des groupes de femmes et au MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), des femmes ont expérimenté une lutte par et pour elles-mêmes autant que pour leurs sœurs, et virent un changement radical quant à leur rapport à leur corps, à la sexualité et à la maternité. Oui, lutter peut permettre de gagner un espace de liberté !

Rappelons-nous quelques chiffres : « Les estimations établissent un rapport de 30 à 40 avortements provoqués pour 100 naissances vivantes », [1] soit 258 000 à 344 000 avortements estimés pour la seule année 1973. Plus de 4 000 mineures de 13 à 16 ans deviennent mères chaque année dans cette période. 35 000 femmes françaises avortent en Angleterre en 1973. Le Code pénal prévoyait dans son article 317 [2] la répression de l'avortement et de la propagande anticonceptionnelle. La loi du 31 juillet 1920 avait été renforcée en 1923 en correctionnalisant l'avortement et, en 1941, [3] en le considérant comme crime contre l'État, avec l'exécution d'une femme le 30 juillet 1943. [4] Ces lois scélérates combattaient autant la pratique de l'avortement que l'intention de le pratiquer, que les idées propagées par les néo-malthusiens tels Paul Robin, Nelly Roussel ou Eugène et Jeanne Humbert, [5] idées reprises par les anarchistes individualistes, les anarcho-syndicalistes et les féministes radicales. Des centaines de condamnations étaient prononcées chaque année : 518 en 1971, 288 en 1972, même si les parquets étaient invités à une certaine modération dans les poursuites à partir des années 60.

Mais, depuis 1953, la pilule existait et restait inaccessible aux femmes françaises. En 1956, l'association Maternité heureuse se constitue, ce qui deviendra le Mouvement français pour le planning familial (MFPF) : 100 000 adhérents et adhérentes en 1966. Le but est clairement affiché : prévenir les drames de l'avortement en développant la contraception. Même François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle de 1965, se prononce pour l'abrogation de la loi de 1920, et le parti communiste français se rallie enfin à cette position. [6] Signe que des hommes politiques rejoignent l'opinion publique en faveur de l'avortement et de la contraception. Puis, en 1967, Lucien Neuwirth fait adopter, en solitaire, la loi autorisant la contraception, mais sans en prévoir le remboursement, et l'interdiction de toute propagande antinataliste est maintenue.

C'est dans ce contexte de grossesses et de naissances non désirées, d'avortements clandestins qui mettent en danger la santé et la fécondité des femmes, d'intolérance face à la sexualité des jeunes, que Mai 68 explose ouvrant des débats et notamment sur les rapports de domination entre hommes et femmes et sur la sexualité. « Faites l'amour, pas la guerre » fleurit alors, bousculant le carcan d'une société étriquée et hypocrite.

C'est 1970 qui donne naissance au mouvement des femmes : « meeting à l'université de Vincennes, dépôt d'une gerbe à la femme inconnue du soldat, manifestation de femmes devant la prison de la Petite-Roquette, perturbation des états-généraux de *Elle*, etc. » [7] Le 5 avril 1971, le manifeste « Je me suis fait avorter », paraît dans *le Nouvel Observateur*. Par l'acte d'avoir signé le manifeste, 343 femmes dénoncent le scandale de l'avortement [8] : à la fois inégalité sociale révélée et hypocrisie de la

Le Monde libertaire **reprendra son rythme hebdomadaire à partir du 13 janvier 2005.**

situation. Le mouvement des femmes va prendre son ampleur: mouvement remarquable par l'animation du mouvement par les femmes elles-mêmes et par la provocation développée en maintes occasions dans les mots d'ordre et dans les pratiques d'action. Par exemple, quand le MLAC convoquera la presse dans les hôpitaux et pratiquera publiquement des avortements encore illégaux. Les femmes mobilisées ont alors tout abordé: le corps, la sexualité, l'avortement, la contraception, les violences, la prostitution, les relations hommes-femmes, les relations avec les enfants, le travail, le chômage, le mariage, le lesbianisme, les relations au politique et à la loi, etc. Elles répondent : « Notre corps nous appartient » quand Peyret présente un projet de réforme « raisonnable » sur l'avortement thérapeutique.

« La société, inquiète de voir contestées ses valeurs les plus sûres, hésite entre répression et réforme. »[9] C'est pourquoi Valéry Giscard d'Estaing confiera le dossier « avortement » à une jeune ministre de la Santé, Simone Veil. Elle essuiera tout à la tribune de l'Assemblée pour défendre une loi suspendant celle de 1920 dans le cadre de l'interruption volontaire de grossesse autorisée dans des délais serrés et sans remboursement. Elle cherchera à remettre de l'ordre face aux militantes et militants qui bafouent la loi sciemment mais elle finit par convaincre une assemblée d'hommes, surtout sur la gauche car ses propres camarades de droite ne la soutiendront pas. Pourtant, les avortements illégaux faisaient désordre, et les mutilations ou les morts par septicémie suite au recours des aiguilles à tricoter devenaient intolérables dès que les femmes ont osé parler de ce qui est tabou et culpabilité. Et, en plus, le procès de Marie-Claire, cette adolescente violée par son ami et inculpée pour avoir avorté dont Gisèle Halimi prit la défense publique et politique à Bobigny. La loi fut votée le 26 novembre 1974 et promulguée le 15 janvier 1975 et, pour la première fois, depuis la République, valable pour cinq ans, à l'essai... Aujourd'hui, Simone Veil dit avoir voulu le remboursement [10] mais ne le défendit pour l'heure pas au risque de perdre toute possibilité de loi.

Si cette libéralisation (partielle) du droit à l'avortement est inscrite dans la loi, elle continue d'interroger: si la pression avait été plus forte n'aurions-nous pas pu arracher un vrai droit contrôlé par les femmes? Fallait-il accepter une loi ou supprimer celle de 1920? Les femmes des générations d'avant la loi nous disent combien elles ont pu accéder à la sexualité, au plaisir, à la maîtrise de leur fécondité et de leur vie dès lors qu'elles ont pu disposer de la contraception et de l'IVG: avant, elles pensaient sans cesse au risque de grossesses non désirées. Aujourd'hui, les femmes peuvent être fières du combat des femmes.

Souvenons-nous de: « C'est tout de même plus chouette de vivre quand on est désiré »,[11] alors continuons à nous mobiliser: contre l'ordre moral et pour élargir ce droit. Les femmes ont gagné un droit fondamental, certes, mais un droit toujours à défendre et à étendre: le droit à l'avortement est encore menacé par l'offensive des tenants de l'ordre moral, par la régression des moyens accordés au service public de santé, par la faiblesse des politiques d'information et de prévention. Il reste toujours à abolir les lois scélérates de la Chambre bleu horizon (du temps où il fallait reconstruire une jeunesse tuée par la guerre pour que la nouvelle génération soit prête pour la suivante). Il reste à faire appliquer le droit avec des moyens budgétaires appropriés. Il reste à développer la prévention sans culpabilisation: le parcours de vie d'une femme rencontrera sans doute l'avortement après ou avant la contraception et pour mille raisons. « L'avortement, c'est l'objection de conscience de la femme. »[12]

Pour que l'avortement soit un droit, un choix, notre liberté, pour que l'avortement et la contraception soient libres et gratuits: manifestation nationale, samedi 15 janvier 2005, place de la République à 14 heures, à l'initiative du MFPF, de la CADAC (Coordination des associations pour le droit à l'avortement) et de l'ANCIC (Association nationale des centres d'IVG et de contraception). **H. H.**

Quelques dates

1967. Autorisation de la pilule.

1975. Légalisation de l'avortement.

1979. Loi définitive sur l'avortement.

1982. Remboursement de l'avortement.

1990. Autorisation du RU 486 dans les centres IVG. Levée de l'interdiction de toute publicité commerciale concernant les contraceptifs.

1993. Dépénalisation de l'auto-avortement et création du délit d'entrave à l'IVG.

2001. Le délai légal passe de 10 à 12 semaines de grossesse (de 12 à 14 semaines d'aménorrhée).

2004. Mise en place des IVG hors établissement de santé.

2004. Modification et revalorisation des forfaits relatifs à l'IVG.

1. Regards sur l'actualité, n° 6 (décembre 1974), Paris, La Documentation française.

2. Commission Femmes de la Fédération anarchiste, *Avortement, Contraception: on vous l'a dit, on veut choisir*, Coll. Brochure anarchiste, 1992, p. 32-33.

3. Françoise Picq, *Libération des femmes. Les années-mouvement*, Paris, Seuil, 1993, p. 57.

4. Cf. *Une affaire de femmes*, le film de Claude Chabrol. Jacques Chirac, alors Premier ministre, caractérisait le projet de loi sur l'IVG d'« affaire de bonnes femmes ».

5. Francis Ronsin, *La grève des ventres. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France, xixe-xxe siècles*, Paris, Aubier-Montaigne, 1980.

6. La bataille de l'avortement, Les médias et l'événement, La documentation française, 1986, p. 32.

7. Françoise Picq, ibid., p. 11.

8. Charlie Hebdo se demande alors: « Qui a engrossé les 343 salopes? ».

9. Françoise Picq, ibid., p. 87.

10. Cf. diverses interviews à l'occasion de la sortie de son livre *Les hommes aussi s'en souviennent*. Discours du 26 novembre 1974, suivi d'un entretien avec Annick Cojean, Paris, Stock, 2004.

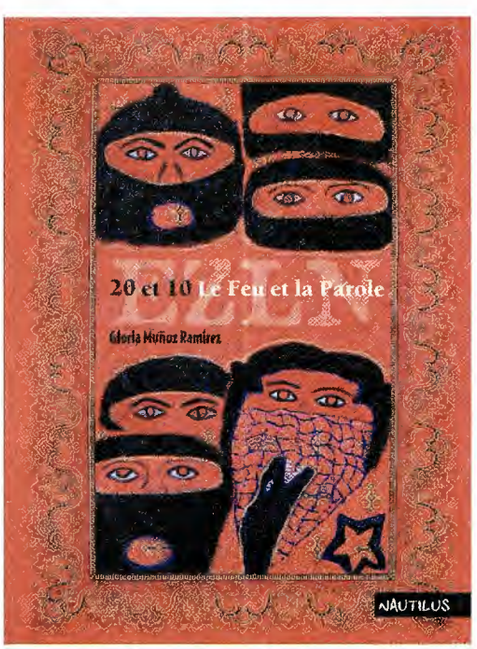
11. Affiche du MLAC en 1973.

12. Hellyette, « Mon corps à moi », le Monde libertaire n° 154, septembre/octobre 1969.

Dans le chaudron de Zapata

Bélial

Le vendredi 3 décembre 2004 est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire du journalisme parisien : les lecteurs du *Monde* ont pu découvrir, sur une pleine page, que, au Chiapas – dans cet État mexicain de quatre millions d'habitants, à la frontière du Guatemala –, les zapatistes tentent de « changer le monde sans prendre le pouvoir ». Il a fallu plus d'une décennie pour cela : les de la Grange et autres Abellard, obscurs journalistes qui ont déversé pendant des années dans les colonnes de ce quotidien leur mépris de l'organisation indienne rebelle, ont dû se retourner dans leurs placards. Les deux honnêtes reportages de Jean-Michel Caroit, à San Cristobal de las Casas et à Oventic, « caracol » (centre d'accueil civil et espace de coordination) zapatiste, n'expliquent cependant pas la raison de ce soudain regain d'intérêt pour la situation dans les montagnes du Sud-Est mexicain. Pour comprendre la transformation sociale en cours au Chiapas, il n'y a pas de meilleure approche que le livre de Gloria Muñoz Ramirez *EZLN : 20 et 10, le feu et la parole*, traduit de l'espagnol par Joani Hocquenghem, qui vient de paraître chez Nautilus.



Ce remarquable document historique permet de réfléchir sur le chemin parcouru par les zapatistes, qui viennent de fêter les vingt et un ans de leur organisation. On y voit effectivement les métamorphoses de ce mouvement paysan indigène, de la création, le 17 novembre 1983, de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) par six insurgés dans la selva Lacandona à celle, en août 2003, des « caracoles » et des « conseils de bon gouvernement » par des milliers d'hommes et de femmes réunis à Oventic, dans les hautes terres du Chiapas, dont les communautés rurales s'engagent sur la voie de l'auto-organisation dans la résistance à l'État mexicain qui refuse de reconnaître leurs droits, leur culture et leur autonomie.

Le feu et la parole

Gloria Muñoz a recueilli les témoignages d'insurgés, hommes et femmes qui font déjà figure d'anciens, sur les dix premières années de construction de l'organisation dans les villages qui en partageaient et protégeaient le secret, elle a réalisé ensuite un patient travail, qui court sur 160 pages, détaillant les dix années de rébellion, marquées par l'occupation militaire et paramilitaire du Chiapas, la guerre contre-insurrectionnelle menée par le pouvoir mexicain, mais surtout par les initiatives des rebelles qui jalonnent cette décennie de rencontres, au Mexique et dans le monde, sous le signe de l'autonomie des luttes, de la résistance contre l'exploitation et contre l'oubli, de la solidarité internationale. Une saga zapatiste prend forme à la lecture, agrémentée de photographies, de dessins et d'une très belle mise en page. Le livre se conclut sur des réflexions que Marcos a d'abord livrées à un magnétophone dans la selva. En un bilan improvisé de cette période, le « Sub » distingue trois grands axes :

« Celui que nous appelons l'axe du feu concerne les actions militaires, les préparatifs, les combats [...]. L'axe de la parole concerne les rencontres, dialogues et communiqués, là où se situe la parole ou le silence [...]. Le troisième axe serait la colonne vertébrale et concerne le processus organisationnel ou la façon dont va se développer l'organisation des villages zapatistes. »

Aujourd'hui, cette parole qui est l'arme principale des rebelles se diffuse aussi à travers Radio Insurgente, que l'on écoute sur les routes et dans les villages du Chiapas, mais aussi via Internet, et où l'on peut entendre des contes radiophoniques comme « La Bruja Panfililla y la Princesa Panfila » (la sorcière Panfililla et la princesse Panfila) ou « La Naranja magica » (l'orange magique) qui s'écoutent avec plaisir et où ne manquent ni les vieux airs populaires des « rancheras » et

autres « cumbias » ni un humour malicieux mis au service de la transformation des usages communautaires qui empêchent encore la pleine participation des femmes aux prises de décision.

Ce mouvement qui s'est révélé au monde par une insurrection au passage d'une année à l'autre pourrait bien être celui du passage d'un monde à un autre. Par le respect de l'autonomie des organisations sociales auxquelles s'adressent les zapatistes pour former un réseau de résistance hors de l'emprise des partis, au Mexique et dans le monde, comme par la pratique de l'autogouvernement, dans les villages et dans leur coordination régionale, de l'autogestion, au niveau des coopératives paysannes et d'artisanat, l'expérience en cours dans les communes autonomes concerne directement les anarchistes : comment reconstruire une société à partir de la base, en pratiquant la démocratie directe, fondée sur l'assemblée.

En Europe, les relations durables de solidarité qui se sont établies avec les zapatistes reposent sur les mêmes principes et, en Allemagne comme en Espagne, en Grèce ou en Belgique, elles se développent principalement en milieu libertaire.

Á Paris, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) est né, un an après l'insurrection, de la rencontre de diverses initiatives individuelles, de collectifs comme Apache et Tribal Act ou de jeunes cénétistes de la faculté de Nanterre. Il aura traversé, en janvier 2005, dix années d'une existence turbulente mais où s'est tissé un lien réel, fondé sur son assemblée hebdomadaire, qui laisse toujours ouvertes les possibilités de la discussion et de la critique. Il n'a jamais fait mystère de ses affinités libertaires et entend, lui aussi, réfléchir sur le chemin parcouru, sur l'influence des mouvements sociaux qui ont croisé sa route : le mouvement de grèves de novembre-décembre 1995, la lutte des sans-papiers, celle des chômeurs et des sans-travail, les occupations d'immeubles, les combats des précaires et des intermittents, dans l'Hexagone ; les mobilisations contre les « sommets » des États les plus riches ou contre les grand-messes de l'organisation marchande du monde ; la lutte victorieuse des paysans d'Atenco contre l'expropriation de leurs terres pour construire un aéroport international au Mexique, celle des communautés indiennes revendiquant la mémoire de l'anarchiste Ricardo Flores Magon dans l'État mexicain d'Oaxaca, le mouvement des sans-terre au Brésil, celui des piqueteros en Argentine, la résistance des peuples berbères en Algérie et au Maroc comme celle des Mapuches au Chili, etc.

C'est dans la confrontation sociale que s'enracine la solidarité, ce n'est pas dans l'assistance humanitaire à des peuples victimes ou dans le « lobbying » de spécialistes des questions indigènes auprès des gouvernants et des institutions. La rébellion paysanne zapatiste a toujours dit que le plus efficace soutien qui puisse lui être apporté passait par le combat contre les exploiteurs et la domination partout où nous sommes.

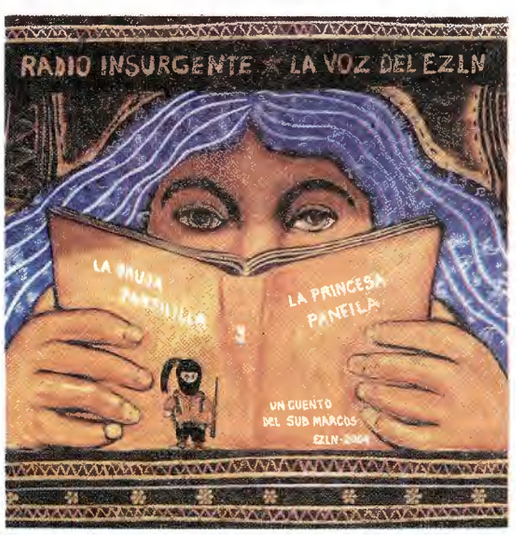
Le CSPCL a tenté de mettre en pratique cette conception libertaire de la solidarité, se situant dans la création d'un réseau horizontal des luttes et des résistances. Si l'époque est incertaine et s'il y a peu de raisons d'espérer, cette dynamique fondée sur la lutte sociale lui aura permis de traverser activement cette décennie, ce qui n'était pas franchement prévisible.

Un « caracol » ménilmontiste

Le mois de novembre a été marqué, à Paris, par une longue semaine de rencontres, projections de documentaires, discussions avec

Gloria Muñoz Ramirez. Son point d'orgue était le 17 novembre, anniversaire de la création de l'EZLN, avec une journée à Ménilmontant reliant la Miroiterie, squat d'artistes combatifs, l'espace Louise-Michel et l'Association pour l'estampe et l'art populaire, rue des Cascades, Lou Pascalou, sympathique bistrot de la rue des Panoyaux où jouait le groupe Le Facteur. Une peinture murale fut aussi réalisée collectivement, mais les services de nettoyage delanoesques l'ont recouverte au bout d'une semaine. Rendez-vous maintenant, pour celles et ceux qui ont participé plus ou moins longtemps à ce collectif aussi atypique que le mouvement qui l'inspire, et ils sont nombreux, le samedi 15 janvier au 33, rue des Vignoles, local historique pour le mouvement libertaire comme pour le comité Chiapas, pour y retrouver la joyeuse affinité qui a souvent été la meilleure preuve de sa vitalité. L@s zapatistas viven ! Amor y lucha siguen !

B.



Aux origines du fascisme étatsunien

Avec la réélection de George W. Bush, il est légitime de craindre une détérioration plus formelle des institutions représentatives aux États-Unis. On peut même parler de l'avènement d'un régime fasciste car un processus électoral à l'échelle d'un État-nation ne peut pas, dans les conditions actuelles, promouvoir les intérêts du « peuple ». Lorsqu'un système politique limite la participation en marginalisant des « partis » tout en favorisant ceux qui reçoivent des financements faramineux provenant d'intérêts privés, lorsque les organes de communication de masse sont contrôlés par d'énormes trusts, intégrés eux-mêmes aux instances du « complexe militaro-industriel », la « démocratie » devient synonyme de totalitarisme.

Larry Portis

CETTE DÉRIVE de la « démocratie bourgeoise » semble inévitable dans une conjoncture où un État capitaliste entre dans une période de déclin productif et se retrouve dans l'incapacité de concurrencer ses rivaux. La guerre en Irak en est un symptôme, tout comme le 11 septembre 2001. Un fascisme institutionnel se profile aux États-Unis grâce au fameux « Patriot Act » qui a permis l'application de mesures « d'exception » balayant les libertés garanties par la Constitution depuis plus de deux siècles. S'il est vrai que les atteintes aux « droits civiques » ont périodiquement été légiférées dans ce pays (notamment en 1800, en 1863, entre 1917 et 1921 et entre 1946 et 1954), la situation actuelle semble néanmoins moins propice aux pressions populaires démocratiques directes.

Pour comprendre comment le gouvernement Bush pourrait orchestrer l'avènement d'un régime fasciste, il faut prendre en compte que le fascisme a toujours existé aux États-Unis, et cela depuis presque un siècle.

Ce qui distingue le fascisme étatsunien tient au fait qu'il s'est cantonné au stade de mouvement. Jamais il n'est arrivé au pouvoir, jamais il ne s'est emparé de l'État capitaliste comme en Italie ou en Allemagne. Son importance demeure cependant indéniable, non seulement pour son influence dans le pays, mais aussi pour son rôle en Europe. Le fascisme a toujours été un phénomène international.

La Légion américaine

À la fin de la Première Guerre mondiale, les États furent confrontés à un problème qui dépassait largement les confins nationaux de la simple répression sociale et politique. Si, dans un premier temps, la guerre a cassé l'Internationale socialiste et fut un prétexte pour réprimer toute opposition organisée au capitalisme, elle a également créé des tensions sociales et impulsé des mouvements contestataires dans tous les pays industrialisés. L'agitation révolutionnaire augmentait partout. Les mouvements de grève prenaient des proportions exceptionnelles. Des révolutions éclataient en Russie et en Hongrie, puis ce fut l'insurrection en Allemagne, l'occupation des usines en Italie, les grèves générales en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les conditions étaient différentes d'une situation à l'autre, mais pour les dirigeants capitalistes le problème restait le même : comment endiguer les mouvements révolutionnaires ?

Pour les industriels et les spéculateurs étatsuniens, la conjoncture était une aubaine, mais les périls étaient nombreux et inquiétants. D'une part, les économies européennes, démantelées, étaient subitement ouvertes aux capitaux et aux produits des États-Unis, quasiment sans restriction. D'autre part, la démobilisation militaire avait pour conséquence une échelle des salaires à son niveau le plus bas. Mais il fallait gérer cette situation en anticipant.

La création d'une milice devint alors évidente dans certains milieux de la classe capitaliste. C'est ainsi que Henry Ford, pour protéger ses investissements en Allemagne après la Première Guerre mondiale, contribua au financement d'une association d'anciens combattants organisée par un jeune homme nommé Adolf Hitler. Par la suite, Hitler ne tarira pas d'éloges à propos de Ford dans son livre *Mein Kampf*. Aux États-Unis, l'équivalent était la Légion américaine (American Legion).

La Légion américaine fut créée à Paris par des hommes d'affaires ayant ouvert des bureaux près des Champs-Élysées. Des rencontres entre délégués de l'armée et de la marine eurent lieu en mars 1919, à Paris, et en mai, à Saint Louis (Missouri). Les rencontres parisiennes furent annoncées le 7 mars 1919 dans le *Stars and Stripes*, journal publié à l'attention des soldats étatsuniens. L'organisation se composait d'hommes de tous partis et de tous grades, et son objectif principal était la continuation de l'esprit de corps né pendant la guerre.

Le chauvinisme et la xénophobie sont-ils toutefois suffisants pour mobiliser des militants de base ? Certainement pas. Et c'est pour cela que la Légion offrit du concret à ces anciens combattants. Comme l'explique le magazine *Outlook* en juillet 1919, le programme de la Légion comprenait la « coopération avec le gouvernement et des agences afin de trouver des emplois, d'accorder des garanties et des compensations aux soldats démobilisés ». La base de la Légion serait donc « tenue » par des intérêts matériaux réels et des liens officieux entre l'organisation et le gouvernement.

Le premier commandant de la Légion fut un certain Colonel Franklin d'Olier de Philadelphie (Pennsylvanie), héritier de fabriques de textile et engagé volontaire dès l'entrée en guerre des États-Unis. D'Olier faisait partie du comité des vingt personnes qui créèrent la Légion à Paris et se déclarait contre « le bolchevisme, le radicalisme et le non-américanisme ("un-americanism") ».

P. Butler

Grâce à un financement important, la Légion américaine s'étendit rapidement à tous les États-Unis. Ses dirigeants furent élus au congrès national de San Francisco, et il n'est pas exagéré de dire que l'organisation s'imposa du jour au lendemain. L'orientation politique de la Légion était claire dès sa création. Benito Mussolini fut d'ailleurs officiellement invité au congrès de San Francisco et, dans une interview publiée le 9 décembre 1922, le nouveau commandant de la Légion, Alvin Owsley, déclara : « Si un jour, [les rouges] menacent la liberté de notre gouvernement représentatif, la Légion n'hésitera pas à prendre la situation en main, c'est-à-dire à les combattre comme l'ont fait les fascisti en Italie. » Et de conclure : « Les fascisti sont en Italie ce que la Légion américaine est aux États-Unis. » Mussolini, trop occupé, ne se rendit pas à San Francisco. La marche sur Rome eut lieu en octobre 1922.

La Légion montra d'ailleurs rapidement son vrai visage et la violence de ses convictions. Déjà, en 1919, dans un incident tristement célèbre, le militant IWW Wesley Everett, appréhendé par la Légion à Centralia (Washington), fut pendu, puis abattu après des tortures abominables, dont la castration.[1] Pendant la seule année 1920, une cinquantaine d'actes de violence furent rapportés par l'American Civil Liberties Union (ACLU – équivalent de la Ligue des droits de l'homme). Les réunions d'associations progressistes étaient attaquées, des personnalités de gauche tabassées, des journalistes de la presse de gauche et locale agressés, des piquets de grève brutalisés, tous les moyens de terreur et d'intimidation étaient utilisés.

Jusqu'à la fin des années 30 et de la Seconde Guerre mondiale, la Légion américaine fut le groupe paramilitaire le mieux organisé de la droite fascisante et le plus actif au plan national. Les membres accomplissaient leurs tâches et leurs descentes musclées en uniforme de l'armée nationale. Cette organisation d'anciens combattants, calquée sur le modèle des Chemises noires de Mussolini, prônait et pratiquait ouvertement la répression brutale de tout mouvement contestataire et, cela, en toute impunité. En 1937, pourtant, leur commandant, Harry Colmery, donna l'ordre de ne plus revêtir l'uniforme lors d'actions violentes, une consigne prenant évidemment en compte le changement judiciaire opéré sous la présidence de Franklin D. Roosevelt. Mais la Légion poursuivait comme auparavant sa sale besogne – attaquer les grévistes et autres critiques du système –, à la différence que les hommes de main ne portaient plus l'uniforme.

Crise économique et fascisme

Il est remarquable que ces tendances fascisantes aient connu un développement dans une période de relative prospérité. Depuis la guerre, la peur des « rouges » justifiait la répression des mouvements syndicaux et anticapitalistes bien que les États-Unis n'aient pas traversé de crise économique généralisée comme en Europe. Cette décennie connut le renouveau du Ku Klux Klan et son implantation dans les États du Nord, des procès emblématiques comme celui de Sacco et Vanzetti. Une chape de plomb écrasait toutes les organisations et mouvances progressistes du pays tandis que la corruption politique et la spéculation financière ne connaissaient plus de limites.

Les années qui suivirent le krach boursier d'octobre 1929 sont marquées par une réaction politique particulière. La crise économique des années 30 est en effet l'une des périodes les plus traumatisantes de l'histoire des États-Unis.

Le dysfonctionnement du système social et la remise en question des valeurs « démocratiques » laissèrent une impression de malaise profond. Le mythe, hâtivement concocté, de la flexibilité des institutions et du processus productif, n'a pas effacé le trouble généré par l'effondrement économique consécutif au krach.

Un fascisme existait-il alors aux États-Unis ? Il faut distinguer d'une part les régimes fascistes et, de l'autre, les mouvements fascistes. Aux États-Unis, aucun mouvement fasciste n'a accédé au contrôle de l'État, mais, pour autant, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait jamais eu de fascisme. Certains réservent le mot « fascisme » à l'expérience historique de l'Italie ou prétendent que le « nazisme » était allemand, c'est chercher bien vite à évacuer un phénomène général en focalisant sur ses particularités.

Au contraire de ceux qui affirment que le fascisme n'a jamais existé aux États-Unis, d'autres prétendent que le gouvernement de Franklin Roosevelt n'était pas si éloigné d'un régime fasciste par ses programmes et l'idéologie corporatiste qu'il favorisait. Cette comparaison ne tient pas, car s'il est vrai que le New Deal de Roosevelt fut une réponse directe à la crise du système capitaliste, ses objectifs et les pratiques n'étaient pas fascistes.

Les années 30 virent la prolifération de mouvements fascistes et des organisations paramilitaires d'extrême droite furent créées : la Légion noire (Black Legion) et les Chemises argentées (Silver Shirts). Dans le même temps, l'activité fut comme galvanisée au sein d'organisations proto-fascistes comme la Légion américaine ou le Ku Klux Klan.

Fondés, ou financés, par le grand capital, ces groupes animent des mouvements populistes de droite comme « Share our Wealth » de Huey Long et la National Union for Social Justice du Révérend Père Charles Coughlin. Leurs méthodes sont l'intimidation et parfois la

terreur contre les populations marginales et les laissés-pour-compte de la crise.

Les fascistes les plus éminents, qui tirent profit de cette violence et de cette mainmise sur la population, faisaient partie des milieux sociaux du grand capital. La création de la Légion américaine avait été une riposte à la radicalisation de la population après la Première Guerre mondiale. La crise du capitalisme après le krach boursier allait susciter une réaction à la mesure des intérêts en jeu, à la reprise du mouvement syndical par exemple et vis-à-vis de la politique de Roosevelt. Une organisation se démarqua alors des autres : l'American Liberty League (la Ligue américaine pour la liberté).

La Liberty League

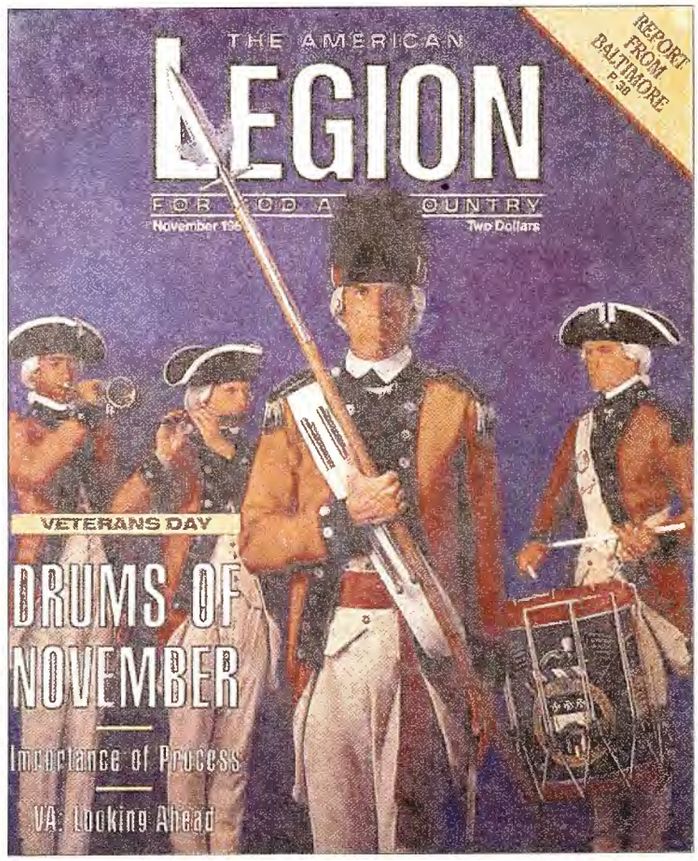
Annoncée en septembre 1934, la création de la Ligue américaine pour la liberté est liée à l'élection de Roosevelt, dès novembre 1932, à son investiture en mars 1933 et à l'instauration du New Deal, l'année suivante.

Très peu étudiée par les historiens, la Liberty League paraît un détail sans importance de l'histoire. Après tout, l'organisation fonctionnait surtout comme une agence privée de propagande contre Roosevelt et le New Deal. La Ligue fustigeait le communisme, le socialisme et l'internationalisme, c'est-à-dire l'engagement des États-Unis dans les affaires d'autres pays. Pour la Ligue, le New Deal était un complot marxiste animé par les juifs qui entouraient Roosevelt. Sur le plan idéologique, la Liberty League était semblable au Ku Klux Klan ou à d'autres organisations et groupes d'extrême droite. Enfin, la Ligue n'officia que quelques années. Pourquoi donc cette importance particulière ?

Dans l'histoire des États-Unis, le rôle de la Liberty League a été occulté car la nature et les activités de cette organisation remettent trop en question la société et ses institutions politiques. En fait, il est difficile de la comparer au Ku Klux Klan ou à d'autres organisations d'extrême droite, car la Ligue n'était pas une organisation enracinée dans des problèmes spécifiques aux régions ou émanant d'idées racistes liées à l'évolution historique du pays. La Ligue défendait une idéologie raciste, mais sa création, par une poignée d'hommes puissants, était destinée à protéger des intérêts dépassant largement les problèmes régionaux ou particuliers.

Deux faits ont été caractéristiques. D'abord, ses initiateurs étaient parmi les hommes les plus puissants du pays, par exemple des industriels dirigeant General Motors et les usines de chimie Du Pont. Ensuite, les origines de la Ligue sont inséparables d'un projet de coup d'État contre le gouvernement de Roosevelt. Or si l'on avait appris que des capitaines d'industrie, symboles de la réussite sociale et du « rêve américain », complotaient pour instaurer une dictature aux États-Unis, les soutiens essentiels de tout un système risquaient d'être ébranlés. L'histoire du complot est ainsi passée à la trappe.

Aux États-Unis, le fascisme s'est profilé derrière les événements comme tendances et mouvances sans se coaliser en un parti politique national et populiste avec vocation de prendre le pouvoir. Il existait en revanche des formations politiques fascistes prêtes à y accéder si l'occasion se présentait. C'est le cas de l'une d'elles qui fomenta au plus haut niveau une conspiration en vue d'un coup d'État. C'est grâce au témoignage du général Smedley Butler, aux reportages des journalistes, John L. Spivak et George Seldes, et, plus récemment, à la recherche de Jules Archer qu'il est possible d'en parler aujourd'hui.[2]



Un coup d'État manqué

L'histoire a commencé le 1er juillet 1933 lorsque Smedley Butler, héros des marines, reçut la visite de deux anciens combattants, membres de la Légion américaine. Cette rencontre avait pour but d'inviter Butler à faire un discours devant le congrès de la Légion.

Commença alors une série de réunions au cours desquelles Gerald C. MacGuire proposa à Butler d'être le champion des anciens combattants, opposé à la politique de Roosevelt et surtout à la décision de séparer le dollar d'un taux fixe de l'or. Petit à petit, MacGuire précisa le projet devant un Butler ébahi et méfiant. Butler deviendrait le leader d'un vaste mouvement d'anciens combattants semblable aux Croix-de-Feu du colonel de La Rocque en France. MacGuire rentrait justement d'Europe où il avait enquêté sur les méthodes des milices nazies en Allemagne, des Chemises noires en Italie et sur les mouvements paramilitaires en France. La Légion américaine s'orientait vers le modèle des Croix-de-Feu.

Pendant les « cent jours », le Congrès approuva l'essentiel des réformes demandées par le président Roosevelt – régulation étroite des secteurs industriels et financiers, intervention dans les affaires sociales, protection des syndicats contre les patrons, création d'entreprises d'État pour développer les sources d'énergie dans les régions pauvres, vastes programmes de travaux publics pour absorber le chômage et endiguer la révolte qui grondait dans tout le pays. Pour beaucoup de dirigeants capitalistes, ce programme annonçait le socialisme. Idée rendue crédible puisque, le 16 novembre 1933, Roosevelt accorda la reconnaissance diplomatique à l'Union soviétique.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que de grands capitalistes aient regardé le fascisme européen d'un œil favorable. Pendant l'année de ces rencontres, Butler tenta d'obtenir le maximum de renseignements. MacGuire mentionna le colonel Grayson M.-P. Murphy, directeur d'une agence d'investissements à Wall Street (New York). Murphy, un des créateurs de la Légion américaine, était également directeur de la banque Morgan, d'Anaconda Copper (sociétés minières), de Goodyear Tire et de Bethlehem Steel (aciéries). Butler fut par la suite contacté par Robert S. Clark, banquier et héritier d'un des fondateurs de la société Singer (machines à coudre). De Clark, Butler apprit que l'auteur du discours qu'il devait prononcer devant le congrès de la Légion était John W. Davis, candidat à la présidence des États-Unis en 1924 et avocat principal du groupe de J.-P. Morgan.

Petit à petit, le général Smedley Butler cerna les contours du complot. La Ligue serait l'organisation politique, financée directement par plusieurs des plus importantes entreprises capitalistes aux États-Unis. Parallèlement, une organisation d'anciens combattants modelés sur les Croix-du-Feu et mené par un héros militaire, Butler lui-même, constituerait une force paramilitaire capable de mobiliser la population et d'intimider le gouvernement. Dans la crise politique à venir, Roosevelt serait invité à accepter l'assistance et la collaboration du groupe directeur de la Ligue.

Après avoir obtenu le maximum d'informations sur le complot, Butler convainquit un de ses amis, rédacteur en chef du *Philadelphia Record* (Butler avait été chef de la police municipale de Philadelphie), de faire une enquête discrète pour vérifier les dires de MacGuire. En novembre 1934, Butler témoigna devant le comité du Congrès, présidé par John McCormack (Massachusets) et Samuel Dickstein (New York) et chargé d'enquêter sur les

groupes racistes et antisémites aux États-Unis.[3] Butler témoigna devant le comité et fut relayé par un reporter, Paul Conley French, chargé de l'enquête fait du *Philadelphia Record*. Le journaliste apprit, par exemple, que des armes seraient livrées par la société Remington, propriété des usines chimiques Du Pont. MacGuire fut également convoqué devant le comité.

Le résultat de l'enquête mené par le comité est ambigu. L'investigation des activités de MacGuire vérifiait le témoignage de Butler. MacGuire nia tout, mais il existait suffisamment de preuves pour confirmer les dires de Butler: les renseignements apportés par le journaliste (French) et d'autres témoins qui confirmaient les affirmations de Butler. Par ailleurs, il était clair que Butler, homme honnête et respecté, n'avait aucun intérêt personnel ou politique à mettre sa réputation à l'épreuve. Pourtant le comité ne prit pas la décision de convoquer les hommes puissants mis en cause par Butler et French. Dans le même temps, des journaux et magazines de grand tirage – *New York Times* et *Time* – tournaient en dérision l'hypothèse et l'idée d'un coup d'État aux États-Unis. L'enquête fut discrètement abandonnée par le comité. Le hasard fit qu'un autre journaliste, John Spivak, découvrit que des parties importantes des procès-verbaux avaient été supprimées. Quant à Roosevelt, qui connaissait et admirait le général Butler, il garda le silence.

Le récit du coup d'État manqué serait certainement resté dans les « poubelles de l'histoire » – victime de l'embarras du Congrès et d'un président coincé par son impuissance face à des ploutocrates décidés à sauvegarder leur pouvoir et leurs privilèges – si George Seldes, quelques années plus tard, n'avait présenté les faits au grand public dans un ouvrage, *Facts and Fascism*.[4] Seldes terminait son récit en citant les conclusions du rapport (censuré) du comité du Congrès: « Des preuves ont été obtenues qui montrent que certaines personnes avaient tenté d'établir le fascisme dans le pays. »[5] Aucun doute ne subsiste sur le fait que ce projet, planifié, attendait les derniers détails d'organisation pour passer à son exécution.

Un journaliste libertaire dans la lutte contre le fascisme

La lutte contre le fascisme aux États-Unis a été multiforme, impliquant non seulement des tendances idéologiques et des projets politiques spécifiques mais également les rôles joués par la presse, les Églises, les organisations patronales et l'évolution sociale et politique d'autres pays. George Seldes se trouvait particulièrement apte pour commenter et analyser le phénomène fasciste à ses débuts.

Seldes a fourni des précisions sur les arrangements avec la presse, que celle-ci refusait évidemment de divulguer. Il a également rapporté les activités de grandes sociétés: Ford, la presse Hearst, le groupe Rockefeller, la General Electric, Westinghouse. Une information remarquable ignorée du public.

Ce n'est que récemment que les chercheurs ont analysé le soutien de capitalistes étatsuniens de cette époque aux activités fascistes tant aux États-Unis qu'à l'étranger [6], mais cette information était déjà disponible quand Seldes était seul à la publier. Certaines compagnies étatsuniennes ont participé au réarmement de l'Allemagne nazie et poursuivi des échanges commerciaux avec l'industrie allemande au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Seldes écrit en 1943: « le *New York World-Telegram*, les 18 journaux contrôlés par Roy Howard de la Scripps-Howard press [relativement progressiste], et les 19 journaux contrôlés par le numéro Un des nazis américains, William Randolph Hearst, ont fait de leur mieux pour blanchir l'Aluminum Corporation, la Standard Oil, la General Motors et la General Electric, et tous les autres membres des trusts nazis. » C'est en partie pour cette raison que la National Association of Manufacturers (NAM) créa une agence de propagande, le National Industrial Information Committee (NIIC).

La propagande de la NAM avait un but prévisible. En 1943, période de grande production d'armement, son programme proposait: 1. La réduction des impôts sur le revenu du capital; 2. D'alléger l'impôt des riches et d'augmenter celui des pauvres; 3. Le démantèlement des institutions publiques pour laisser les coudées franches au privé. Toute ressemblance avec aujourd'hui est-elle fortuite?

Les mesures n'ont pas tardé à s'appliquer dans l'industrie de l'après-guerre, dont l'une des premières fut la mise au chômage des femmes.

Seldes a poursuivi son observation du patronat et de la politique jusqu'aux années 70. Si certains noms et compagnies ont changé, les mêmes tendances se développent. Bill Gates et Microsoft sont aussi importants que l'étaient Henry Ford et William Sloan dans les années 30. Westinghouse et la General Electric sont plus que jamais au centre du complexe militaro-industriel. Ils sont aussi propriétaires des chaînes de télé NBC et CBS. L'empire Disney a certainement dépassé les ambitions de Mickey et Walt, son fondateur. Disney est aujourd'hui propriétaire de la chaîne de télé ABC. La globalisation, qui existait déjà dans les années 20 et 30 – dénoncée par Seldes –, a formidablement progressé. L'intégration des investissements du capital étatsunien et allemand durant les années 30 a joué le rôle de précurseur des arrangements financiers d'aujourd'hui. La famille Bush, par exemple, a été à tous ces rendez-vous pendant toute cette période.

La « globalisation » n'a pas surgi brusquement. L'émergence de l'Asie comme centre majeur de l'industrie capitaliste ou d'une union européenne contre le pouvoir financier étatsunien représente une continuité dans le développement du capitalisme. Ce n'est ni exceptionnel ni sans précédent, d'un point de vue historique, c'est une étape nouvelle du modèle familier de la lutte des classes. Comme toujours, les intérêts de l'élite et du capitalisme coïncident pour appuyer la dynamique inhérente à la production capitaliste – surenchère de la compétition et course au profit de l'investissement. La mystification idéologique est donc en première ligne, et c'est dans les coulisses que l'État et le patronat préparent la défense institutionnelle et pratique des intérêts capitalistes. Que toute « dérive » fasciste soit comprise comme un résultat logique de ce processus.

L. P.

1. Voir Larry Portis, *IWW. Le syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Éditions Spartacus, 2003, pp. 116-118.

2. C'est Jules Archer qui nous donne l'étude la plus riche. Jules Archer, *The Plot to Seize the White House*, New York, Hawthorn Books, 1973.

3. En 1939, ce comité sera détourné de sa mission d'origine et réorienté vers la persécution de la gauche. Dickstein sera écarté, et le comité, sous la direction de Martin Dies de Texas, deviendra le House Committee on Un-American Actitivies [HUAC], moteur futur du « maccarthysme ».

4. Publié par ses soins en 1943 et auquel Jules Archer a dédié son propre livre.

5. George Seldes (avec la collaboration d'Helen Seldes), *Facts and Fascism*, New York, In Fact, 1943, p. 114.

6. Voir par exemple le livre (dédié à George Seldes) de Charles Higham, *Trading with the Enemy: An Exposé of the Nazi-American Money Plot 1933-1949*, New York, Dill Publishing Co., 1983.

De Prague à Vladivostok le capitalisme pur et simple

Nicolas Trifon

UNE CONFUSION CERTAINE prévaut encore aujourd'hui sur les causes qui ont conduit il y a une quinzaine d'années à l'éclatement du bloc de l'Est et au changement des régimes politiques dans les pays qui en faisaient partie. Elle est pour beaucoup dans la difficulté que l'on éprouve à appréhender la nature de ces régimes depuis et surtout à la veille de 1989.

Les connaisseurs avertis et les analystes ont vite jeté l'éponge et abandonné les hypothèses souvent hasardeuses qu'ils s'évertuaient de démontrer à l'époque où la kremlinologie avait le vent en poupe pour se recycler dans l'expertise pragmatique des nouvelles réalités qui échappaient aux critères consacrés.

Les habitants de ces pays, y compris ceux qui avaient participé aux mouvements ayant précédé le changement, se sont pour la plupart vite retrouvés désemparés. Ceux qui ont tenté d'investir la nouvelle dynamique pour réaliser leurs aspirations en ont vite été dissuadés; contrariés par l'évolution d'une situation qu'ils ne contrôlaient guère, ils ont progressivement déserté le terrain lorsqu'ils n'ont pas été écartés sans ménagement par les nouveaux hommes forts. Les autres, c'est-à-dire les grosses majorités, n'ont pas vraiment eu le temps d'approfondir les raisons d'un changement qu'ils avaient vaguement désiré mais auquel ils n'ont pas eu l'occasion de participer. Dans le contexte d'une crise économique rampante, leur principal souci était désormais d'assimiler les mécanismes des oligarchies électives qui venaient de prendre le relais du régime à parti unique. Ils ont adhéré aux nouvelles valeurs avec aussi peu de conviction et d'enthousiasme que du temps des régimes à parti unique. Nombre d'entre eux n'ont pas manifesté bruyamment leur mécontentement, ce qui, chose nouvelle, était désormais possible, mais ils l'ont fait avec l'intime conviction que cela ne pouvait pas porter à conséquence. En effet, après quelques hésitations, les choses sont vite rentrées dans l'ordre. La docilité n'est-elle pas somme toute plus payante que la lutte?

Enfin, le doute s'insinua dans l'esprit de ceux qui en Occident, tout au long des années 80, avaient manifesté activement leur solidarité avec les « mauvais sujets » des pays du socialisme réel. D'autant plus que la chute des régimes communistes allait constituer un argument fort pour les partisans du statu quo bourgeois. Seule consolation: bien des dissidents et des syndicalistes qu'ils avaient soutenus se retrouvaient eux aussi marginalisés. Les exceptions, et donc les raisons de déception, n'ont pas manqué si l'on pense à un Havel (dont la revue anarchiste *Interrogations* a été la première à ma connaissance à publier en français un texte politique, portant sur son thème préféré à l'époque, la critique de la servitude volontaire) ou à un Walesa. Encore faut-il rappeler que le premier n'avait pas de pouvoir réel puisque la classe politique tchèque n'a jamais accepté d'organiser des élections pour élire le président de la République, et que le second, le seul ouvrier élu à un tel poste en Europe, par ailleurs personnage fort controversé dès le début de sa carrière syndicale, n'a jamais été vraiment accepté par la classe politique polonaise.

Si tout un chacun s'accorde pour considérer comme historique le changement survenu à l'Est dans les années qui ont suivi l'accession au pourvoir de Gorbatchev, le mystère ne continue pas moins de planer à son sujet, ce qui accrédite les légendes en tout genre. Les scénarios complots sont innombrables et tout aussi riches en détails que peu vraisemblables une fois examinés un par un. Oui, la CIA a transmis de l'argent pour financer telle publication clandestine, oui le KGB a favorisé telle fraction du PCUS, oui le Vatican a aidé des prêtres et des institutions catholiques en Pologne, oui les multinationales ne se sont pas gênées pour chercher à conquérir de nouveaux marchés... Et alors? On trouve aussi des allusions de toutes sortes, les unes plus extravagantes que les autres. Récemment, un néoconservateur de la Maison-Blanche déclarait, pour justifier l'intervention en Irak, que les États-Unis avaient toujours soutenu les dissidents alors que les États de l'Europe occidentale préféraient collaborer avec leurs voisins communistes...

Des constats de bon sens peuvent être opposés à ces spéculations. Pour l'essentiel, que cela plaise ou non, ce ne sont pas les dissidents ni les syndicats libres, avec ou sans le concours, d'ailleurs dérisoire, de la CIA, du Vatican ou des multinationales ou encore des manœuvres occultes du KGB sans oublier les imaginaires internationales des juifs et des francs-maçons qui ont fait tomber les régimes communistes. Les dissidents étaient isolés, y compris dans un pays comme la Tchécoslovaquie où pourtant ils poursuivaient sur certains points les objectifs de la direction du parti au pouvoir avant l'invasion du pays par les troupes du pacte de Varsovie en août 1968. Solidarnosc était réduit à la clandestinité et sans perspective concrète de retour à la vie publique depuis de longues années lorsque les autorités communistes polonaises ont décidé d'organiser des élections. Ces faits qui tombent sous le sens ne diminuent en rien les vertus de ces formes de contestation qui ont porté la contradiction au cœur du système et démoli la légitimité ouvrière dont il se targuait. L'anticommunisme parfois virulent mais à géométrie variable selon les conjonctures et les interlocuteurs (on oublie souvent que entre la fin de la crise des missiles de Cuba, en 1962, et l'invasion de l'Afghanistan, en 1979,

il y a eu une période de détente ou de coexistence pacifique mise à profit pour une collaboration parfois étroite entre les deux superpuissances et les deux camps) comme les pressions des multinationales (déjà bien implantées à l'Est) ou l'argent et les manœuvres de la CIA ont joué un rôle non négligeable mais somme toute limité et accessoire. Les difficultés éprouvées par l'URSS pour suivre à l'époque de Reagan les États-Unis dans la course à l'armement ont sans conteste eu des conséquences plus graves. Mais ces difficultés ne faisaient qu'aggraver d'autres difficultés qui exigeaient des réformes en profondeur. Des tentatives dans ce sens avaient déjà eu lieu en 1956, lors de la destalinisation de Khrouchtchev, puis dans un pays du bloc, la Tchécoslovaquie, au printemps 1968. Les unes comme les autres ont tourné court, tout en ouvrant des brèches qui allaient favoriser des mouvements dissidents. Les deux décennies de socialisme réel – immobilisme sur le plan interne et fuite en avant sur le plan international (l'invasion de l'Afghanistan) – n'ont fait qu'aggraver la situation. La glasnost et la perestroïka n'étaient pas le fait d'un seul homme mais d'une fraction significative de la direction et de l'appareil central, régional et local soviétique qui cherchait à apporter des réponses à une situation critique qui ne pouvait plus durer. Cette vague de réformes, qui pour certaines avaient déjà fait leurs preuves dans un pays comme la Hongrie, allait montrer à quel point les dysfonctionnements du système politique, économique et administratif qu'elle cherchait à corriger étaient structurels. Les craintes de ceux qui avaient bloqué l'application des réformes en 1956 et 1968 allaient se confirmer, au fur et à mesure que les premiers signes de dislocation du régime faisaient leur apparition. Le processus semble irréversible, et on assiste désormais au sabordage du système par ses propres agents, à commencer par la fraction de l'appareil représentée au départ par Gorbatchev, avec le soutien de différents secteurs de la population, des dirigeants occidentaux, de la CIA, des multinationales, du Vatican, etc.. L'opposition à ce processus, qui entraînera l'arrivée au pouvoir d'Eltsine, s'est manifestée de manière spectaculaire mais peu concluante (tentative de putsch en août 1991). Ses propres dirigeants étaient conscients du peu de chances de succès d'une telle opposition et, surtout, des avantages qu'ils pouvaient tirer eux-mêmes du nouveau cours de l'histoire malgré les humiliations qu'il venait de leur infliger. Bref, le régime était condamné par ses contradictions internes et a été démantelé par ses propres agents qui n'ont jamais perdu le contrôle du processus, malgré les interventions externes, les pressions de la société civile et celles des nouvelles forces politiques émergentes. En soutenant politiquement Gorbatchev, Eltsine puis, avec moins d'ardeur, Poutine, et en apportant leur concours aux efforts de stabilisation du pays dans les moments de crise aiguë, les dirigeants occidentaux ont empêché les dérapages du processus. En retour, ils ont vu rehaussé leur prestige politique tandis que le capitalisme occidental a pu réaliser des profits substantiels. Par contre, les choses ont très mal tourné pour la société civile en général, et les courants sociaux novateurs et leurs vecteurs politiques en particulier. Les citoyens qui avaient au départ sauté sur l'occasion pour tenter de s'impliquer dans les affaires de leur pays ont vite déchanté. Les actions et les initiatives généreuses qui ont marqué ces premières années relèvent de nos jours d'un passé dont on ne garde plus qu'un souvenir confus. Les groupes anarchistes russes, très actifs pendant les premières années de l'ère Gorbatchev, ont vu progressivement leur impact et leurs effectifs se réduire en peau de chagrin et il ne reste à ceux qui ont érigé des barricades au-dessus desquelles flottait le drapeau noir à Moscou en août 1991 que la consolation d'avoir fait leurs preuves dans le combat contre la restauration.

Pour parler de restauration, il faudrait cependant qu'il y ait eu révolution. Sans doute, certains ont vécu les péripéties qui ont changé la face du bloc socialiste comme une révolution. Mais si révolution il y a eu ce sont eux les grands perdants. Les secteurs « éclairés » (c'est-à-dire cyniques, pragmatiques et surtout bien informés) de l'ancien appareil ont non seulement réussi à mener à bien un processus qu'ils avaient mis en route le plus souvent involontairement mais aussi à être les grands gagnants. Évidemment, les premiers ne sont pas les seuls perdants ni les seconds les seuls gagnants. Le gros des perdants est constitué de toutes ces personnes pour lesquelles les revenus du travail (quand elles en ont un) ou les retraites n'assurent plus une survie décente. Font également partie de cette catégorie les bénéficiaires à divers titres de l'ancien régime qui ont vu s'effriter leurs anciens avantages, et les anciens cadres qui, par conviction ou incompétence, n'ont pas pris le train en marche au bon moment. Du côté des gagnants, nettement moins nombreux, on trouve aussi ceux qui ont acquis en un temps record des fortunes considérables, grâce souvent à la corruption. Cependant, les anciens privilégiés ayant réussi leur reconversion demeurent majoritaires parmi les nouveaux riches. Enfin, la percée tant annoncée des classes moyennes est fort modeste ; leur poids décroît selon que l'on se déplace de l'ouest à l'est du continent ou encore des villes vers les campagnes profondes.

Bien sûr, le tableau que nous venons de dresser ne vaut pas de la même façon pour tous les pays de l'ancien bloc socialiste, et le récit proposé n'est pas le même selon qu'il s'agit de la Mongolie et de la Roumanie, de la Géorgie et de la Slovaquie. Les pays satellites de l'URSS, comme ceux annexés de longue ou fraîche date, appartiennent à des aires culturelles, de civilisation et historiques bien distinctes. Cela n'a jamais été un secret, et depuis la dislocation du bloc la différenciation n'a cessé de s'accentuer. Il ne demeure pas moins que sur le plan politique les points communs sont plus nombreux que l'on ne veuille l'admettre dans ces pays. Nous avons donc affaire à un cadre politique commun dont il faut impérativement tenir compte si l'on veut voir plus clair et bien entendu changer des choses. Or par les temps qui courent, le moins que l'on puisse dire c'est que bien des phénomènes récurrents dans les pays de l'ancien bloc apparaissent comme d'autant plus inquiétants qu'ils sont incompréhensibles, y compris aux yeux des principaux intéressés, et que l'évolution en cours de la situation n'incite guère à l'optimisme.

Dans un texte récent, traduit de l'anglais et annoté par Claude Karnoouh, paru dans le n° 60-61 daté de mars-juin 2004 de *la Nouvelle Alternative*, le philosophe Gaspar Miklos Tamas procède à une réévaluation tout aussi provocante que stimulante de ce cadre politique global. Ancien dissident, il est l'auteur notamment d'un ouvrage paru d'abord en samizdat en hongrois puis publié en français sous le titre *l'Œil et la main : introduction à la politique* par les éditions Noir de Lausanne en 1985, dans lequel il se proposait de renouer avec la tradition anarchiste, syndicaliste et socialiste. Conservateur libéral au lendemain du changement du régime, il défend aujourd'hui des positions altermondialistes. Vice-président d'ATTAC Hongrie, il enseigne à Central European University de Budapest.

Fruits de considérations machiavéliques ou farfelues, les versions expliquant les bouleversements à l'Est de 1989 ont un point en commun : les unes concluent à la défaite du socialisme face au capitalisme, les autres à la victoire du capitalisme sur le socialisme, ce qui revient au même en dernière instance. Si le victimisme affiché par les premiers est plutôt pitoyable, le triomphalisme des seconds est grotesque. Ces derniers s'arrogent un titre de gloire douteux en renversant la formule déclamée dans un style inimitable par la langue de bois communiste pendant des décennies. La langue de bois aurait-elle changé de camp ?

La thèse de G. M. Tamas fait voler en éclats ce cercle vicieux. On n'est pas passé du socialisme au capitalisme, soutient-il, mais d'un capitalisme à un autre, et c'est cette dernière forme de capitalisme saluée au nom du rétablissement de la démocratie qui est dans un sens plus inquiétante encore que celle du modèle qu'elle est censée avoir imité. Le titre de son article est : « Un capitalisme pur et simple ».

« Il ne peut y avoir aucun doute quant à la persistance des traits du capitalisme classique dans les régimes du bloc soviétique : travail salarié, économie de consommation, division

du travail, travail forcé, soumission au capital, à l'argent, à la rente, au droit romain de la propriété, à la hiérarchie de l'organisation du travail industriel, à la forte distinction ente le travail manuel et "intellectuel", la répression de la résistance prolétarienne, la suppression de l'autonomie de la classe ouvrière, l'omnipotence de la famille patriarcale répressive, le travail ménager non rémunéré, l'oppression politique et idéologique, le nationalisme statique rampant, la discrimination raciale et ethnique, la censure à l'égard des arts et des sciences sociales émancipateurs, et, bien entendu, l'exploitation sauvage. » (p. 14.)

Le rappel de cette évidence – qui malheureusement n'en est pas une pour ceux qui, au nom de l'anticapitalisme, continuent à se réclamer des principes et des méthodes naguère en vigueur dans le bloc soviétique en assimilant les travers énumérés par G.M. Tamas à de simples détails, ou encore pour ceux qui, par commodité ou esprit de contradiction, cultivent la nostalgie des « bons côtés » du socialisme réel – est suivi d'une réfutation de l'argumentation prétendant que l'URSS ne pouvait pas être un capitalisme d'État parce que la propriété des moyens de production avait été abolie et que le marché avait été remplacé par la planification.

« Les prétendues révolutions socialistes, poursuit-il, n'ont pas changé [après 1917 et 1945] des sociétés de classes en société sans classes mais des sociétés de castes en sociétés de classes. » (p. 18.) Les arguments, souvent polémiques donc discutables, apportés par G.M. Tamas en faveur de cette assertion ne manqueront pas de surprendre tant les pourfendeurs que les zélateurs du défunt régime omnipuissant à l'Est.

« Le mépris pour l' "ignoble" (qui signifie à l'origine simplement non noble ou de naissance inconnue, donc roturier) dans la société de castes agraire est inimaginable dans notre monde comparativement égalitaire, rappelle G.M. Tamas à l'heure où l'on se bouscule pour mettre en exergue les vertus de la période précommuniste. Les grands-parents de la plupart des gens d'Europe de l'Est étaient régulièrement giflés ou frappés par les agents des propriétaires fonciers, par les contremaîtres et par les gendarmes, après quoi ils baisaient la main de ceux qui les avait battus. » (p. 27.)

L'abolition de la société de castes, décrite par G.M. Tamas à partir d'exemples tirés des pays ayant fait partie de l'Autriche-Hongrie, constitue l'exploit révolutionnaire par excellence de Lénine, Trotski et Mao. Les moyens mis en œuvre furent radicaux: « mobilité sociale forcée (vers le haut, vers l'avant, vers le dehors), extermination ou exil des oints et des sang bleu, mépris flagrant pour la fidélité ethnique et la piété religieuse, etc. » et les résultats incontestables: « La sainteté et l'apparence naturelle de la hiérarchie sociale et de la domination furent détruites, même si la hiérarchie et la domination ne le furent point. » Leur impact culturel et idéologique auprès des « gens du commun, de la caste inférieure, des proscrits » fut énorme, « même s'il ne s'agissait que d'un fugace moment d'illusion » et cet aspect permet d'expliquer la fascination exercée par l'Octobre russe et de la Longue Marche des communistes chinois sur les « âmes radicales » dans le monde entier.

« Cette manière de vider de la hiérarchie et de la domination les substances nommée "God" et "Nature" fit de l'Est dévasté par les bolcheviques un terrain idéal pour le capitalisme de marché tardif. Après tout, le capitalisme était fermement contesté à droite par l'alliance du trône et de l'autel, et, à gauche, par le socialisme et l'anarchisme révolutionnaire. Les bolcheviques ayant, au bout du compte, éliminé l'un et l'autre. » (p. 30.) En effet, les raisons de l'impasse dans laquelle se retrouvent aujourd'hui comme hier les partisans d'un projet socialiste à l'Est remontent justement à cet acquis de la belle époque (stalinienne). La dénaturalisation radicale de la hiérarchie et de la domination dégageait la voie pour un développement sans entraves du capitalisme (d'État d'abord puis de marché). Tel fut également l'effet de la modernisation entreprise dans un climat de coercition et de violence extrême à la même époque: industrialisation, urbanisation, sécularisation, éducation générale et obligatoire, éradication du tribalisme, édification d'infrastructures gigantesques, etc.

« Le marxisme était accepté ici [en Russie à la veille et au lendemain de la révolution sociale de 1917] comme le noyau de la modernité, remplissant la même fonction historique que le premier libéralisme d'Europe occidentale au XIX^e siècle » (p. 23), écrit G.M. Tamas qui fait remarquer par ailleurs, à propos des communistes chinois et de leurs homologues de divers pays du tiers-monde de nos jours, que « les marxistes-léninistes sont d'invétérés modernisateurs dans tous les pays arriérés comme l'ont été leurs hostiles jumeaux – les socio-démocrates – dans les pays occidentaux avancés et prospères » (p. 24).

Lénine et Trotski « voulaient un capitalisme industriel sans ses inconvénients, son inégalité, son individualisme rampant et la fausse conscience d'une liberté imaginée [...] un capitalisme particulier dans lequel le rôle de la bourgeoisie devait être joué par l'avant-garde prolétarienne, mais seulement dans la sphère politique. La propriété avait été transformée en une entité abstraite qui renvoyait à une autre entité abstraite, la totalité de la société ». [...] Or, naturellement, la propriété ne peut pas être séparée du contrôle et de la gestion, et la prétention permettant d'affirmer que les masses laborieuses ou la classe ouvrière étaient d'une manière ou d'une autre "propriétaire" a toujours été accueillie avec de grands éclats de rire » (p. 24).

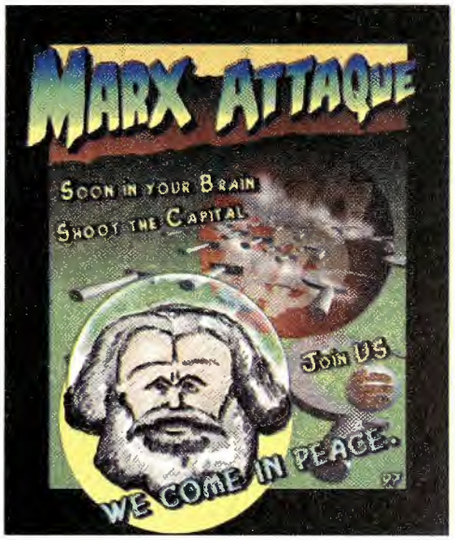
Pour conclure, G.M. Tamas a recours à des propos quelque peu laconiques. « Finalement, l'absence de résistance au capitalisme en Europe de l'Est est assez simple à expliquer. Ici le capitalisme a été créé par les socialistes; ici, socialisme signifie capitalisme et vice versa », écrit-il. Ou encore: « Le socialisme n'a pas échoué puisqu'il n'a jamais été essayé. » (p. 36). Pour mieux faire saisir la portée de ces propos, voici in extenso le passage qu'il consacre au curieux destin de la classe ouvrière et de son « avant-garde » à l'Est. Il indique de façon fort suggestive, me semble-t-il, la nature du changement en cours depuis 1989 et les paradoxes, ou plutôt les contradictions, de la situation actuelle:

« Par l'habituelle ruse de la raison, la classe ouvrière moderne, forgée par la révolution bolchevique dans le violent renversement d'une société agraire de castes, n'a été capable [à même] de ressaisir sa propre conscience qu'une fois le capitalisme d'État poststalinien renversé, en 1989. Mais précisément à ce moment-là, toute justification idéologique de la conscience de classe a été assimilée à l'arsenal de propagande du « socialisme » récemment aboli, qui avait construit la classe et brisé la conscience de classe. Les partis ex-communistes successeurs (qui s'appellent maintenant socialistes ou socio-démocrates) avancent fermement, semble-t-il dans une sorte d'avant-garde moderniste. Naguère, défendre le progrès signifiait planification, centralisation, économie dirigée, pouvoir bureaucratique, etc. Désormais, l'intérêt du progrès et de la modernité demande monétarisme, budgets équilibrés, baisse d'impôts, privatisation de tout, etc. La classe dirigeante communiste » peut bien ne pas avoir été une bourgeoisie classique dans le sens wéberien de Bürgerlichkeit, mais elle était et est toujours, une classe dirigeante capitaliste ayant maintenant coopté de nouveaux groupes et ayant fait la paix soit avec le libéralisme, soit, à certains endroits, avec le chauvinisme réactionnaire vieux style, et avec l'Ouest (p. 37.) **N. T.**

PAS DE PANIQUE !

DE L'UTILISATION POLITIQUE D'UN MYTHE

Fred



Le Delaware, ce n'est pas grand. Cinq mille kilomètres carrés, 625 000 habitants, un des plus petits États de la côte est des États-Unis. Le Delaware, cependant, abrite une curiosité unique dans son genre, le Centre de recherche sur les désastres.[1] Ça pourrait être le nom d'une secte à tendance millénariste, c'est à peu près le contraire : dans ce centre, de très sérieux experts, scientifiques émérites spécialistes de la psychologie des foules, tentent de décrypter les comportements de celles et ceux confrontés à des situations extrêmes. À ce titre, ils furent naturellement amenés à se pencher sur les cas de panique collective. Les conclusions auxquelles ils sont parvenus dans ce domaine paraissent pour le moins stupéfiantes, et ne peuvent qu'intéresser de près celles et ceux qui s'interrogent sur la nature profonde de l'humain, sur sa part d'animalité. Cela fait un demi-siècle que ces chercheurs recensent incendies, tremblements de terre, inondations, tornades, crashs aériens, attentats… Les premières études remontent au bombardement de Dresde, c'est dire. Ils ont depuis analysé plus de sept cents situations, dont le point commun est d'avoir placé un nombre conséquent de personnes devant un danger de mort imminent. Première constatation : si on entend par « panique » une perte partielle ou totale du contrôle de soi, suivie d'agissements irrationnels, voire violents, alors ce phénomène, dans les sept cents cas recensés, n'a été constaté que très marginalement. La panique, loin d'être la règle, constitue l'exception. Difficile à croire ? Oui. Prenons alors quelques exemples.

En décembre 1979, un concert des Who fit onze morts. Huit mille personnes patientaient devant un bâtiment conçu pour en recevoir 4 000, quand enfin on ouvrit les portes, ce fut une ruée. Ceux qui se trouvaient devant l'entrée tombèrent à terre, furent un temps protégés par un cordon improvisé, mais la poussée des impatients finalement l'emporta. Et c'est dans l'ignorance la plus totale que la foule piétina onze personnes. Le concert ayant eu lieu comme s'il ne s'était rien passé, l'écrasante (c'est le mot) majorité des spectateurs n'apprirent la nouvelle que le lendemain, à la lecture de journaux qui tous mettaient le drame sur le compte d'un « mouvement de panique »… Autres situations, autrement plus paniquantes : lorsqu'on interroge les survivants des bombardements qui s'abattirent sur l'Allemagne, sur le Japon, plus tard sur le Vietnam ou l'Irak, les scènes décrites correspondent peu à l'imaginaire habituel. À Dresde, à Hiroshima, à Bagdad, personne n'est sorti dans la rue en robe de chambre, hurlant de frayeur, personne n'a marché sur son voisin de palier au prétexte qu'il descendait trop lentement les escaliers, personne ne s'est énervé. Ce qui semble caractériser l'attitude des individus soumis à une menace extrême, c'est le calme, la maîtrise relative de leur peur, comme tenue à distance. C'est ainsi que, plus proches de nous, les images vidéo montrant les gens sortant du World trade center le matin du 11 septembre, ressemblent étrangement aux images qu'enregistrent habituellement les caméras de surveillance d'une station de métro quelconque : défilé de gens posés, leurs attaché-cases à la main, s'éloignant d'un pas presque lent d'un lieu qui faillit être leur dernière sépulture. Car ils avaient tous conscience d'avoir, de justesse, échappé à la mort. La plupart d'entre eux venaient de passer deux heures à descendre des escaliers dans le noir le plus total, croisant des pompiers, des blessés. Mais ils avaient descendu tous ces étages calmement, dans le silence selon leurs témoignages, et une fois dans le hall, aucun d'eux ne se mit à courir. La seule marque les distinguant des badauds habituels était cette couche de poussière dont ils étaient tous recouverts. Dernier exemple, ne mettant pas cette fois en péril la survie des personnes mais seulement celle de leur portefeuille, les trop célèbres « paniques boursières ». N'importe quel gestionnaire spécialiste de la spéculation vous confirmera ceci : lorsque les cours s'effondrent, les petits porteurs ne vendent pas. Ils conservent un sang-froid qui, au passage, est grandement apprécié des marchés financiers, lesquels y voient, à juste titre, un facteur de stabilité. Ainsi ces petits porteurs, petits joueurs, s'étonnent d'entendre parler, au journal de 20 heures, de panique. Paniqués, eux ? Certainement pas.

S'il est important de noter la façon dont réagissent les foules, on voit à travers ces exemples qu'il est au moins aussi crucial de recenser les attitudes qu'elles se refusent à adopter. Ainsi, cette idée toute simple s'est un jour imposée à l'équipe du Centre : plutôt que de relever ce que font les individus soumis à de telles situations, essayons de voir ce qu'ils ne font pas. Et de s'apercevoir alors que ces gens ne : hurlent pas, qu'ils ne se battent pas, qu'ils ne s'engueulent pas, et même, qu'ils ne pleurent pas. En tentant de comprendre pourquoi, les chercheurs finirent par conclure que la panique, hystérie collective pimentée d'égoïsme aigü, se révèle contraire au principe de survie. Selon eux, l'animal humain aurait parfaitement intégré l'idée selon laquelle, dans une situation extrême, le fait de conserver son calme, ses capacités d'analyse, la faculté d'opérer des choix et de coopérer, détermine largement ses chances de survie. Pleurer, hurler, se battre, sont autant de luxes que la personne menacée de mort, et qui sait que le temps est compté, ne peut pas se permettre. Enfin, et surtout, il se crée, dans ces moments limites, une sorte de fraternité innée, une cohésion collective où toute différence sociale n'a plus aucune sorte d'importance. Pas une once d'altruisme, et encore moins d'abnégation, dans ce comportement : il s'agit, une fois encore, de sauver sa peau et rien d'autre. Il se trouve simplement que « l'animal humain » semble comprendre d'instinct que c'est en misant sur le groupe, sur le collectif, qu'il protège au mieux ses chances de survie. Voilà ce qu'ont découvert, au bout de cinquante ans, les chercheurs du Delaware. Cela se résume en une petite phrase, tirée d'un de leurs rapports, mais cette phrase, aussi petite soit-elle, est d'ordre révolutionnaire : « Le principe qui, le plus souvent, gouverne les situations extrêmes, est celui de solidarité. »

Solidarité… Le (gros) mot est lâché. En mettant de côté les comportements atypiques, ceux que les médias s'empressent de nommer héroïques : tel steward ne quittant l'appareil qu'après s'être assuré que tous les passagers sont sortis, telle voisine protégeant de son corps le nouveau-né trouvé lors d'un tremblement de terre (autant de « héros » qui s'entêtent, la plupart du temps, à dire et à redire qu'ils ont le sentiment d'avoir « agi normalement », qu'ils n'ont « fait que leur travail », etc. Des déclarations qui agacent prodigieusement les journalistes, pour le coup privés de sensationnel), en s'en tenant donc aux attitudes d'individus lambda, force est de constater que la solidarité l'emporte là aussi dans un groupe confronté à un danger mortel. Reprenons la liste, non exhaustive, de ce que ne font pas les éventuelles futures victimes. On a vu qu'ils ne hurlent pas, qu'ils ne pleurent pas. D'accord, mais pourquoi ne se battent-ils pas, ne s'entretuent-ils pas pour rejoindre l'unique sortie de la discothèque en flamme ? Une fois de plus, la réponse tombe, tel un couperet coupant la chique aux tenants du darwinisme social, du « le-monde-est-une-jungle » : le fait d'être confrontés, ensemble, à un même danger, crée entre les individus une communauté d'intérêts excluant les comportements pouvant mettre en péril le groupe. C'est aussi simple que ça.

Dès lors qu'on a admis que la panique relève du mythe (ce qui, avouons-le, suppose d'interroger et de remettre en cause un des archétypes inconscients les mieux ancrés dans notre esprit), il faut alors se demander, comme pour n'importe quel mythe, quelle est sa véritable utilité. Il n'y a pas de « mythe gratuit ». Tous occupent une fonction précise, comblent un manque, masquent un vide. Dans le cas de la panique, l'utilité est double. Psychologique, d'abord, et, pour une bonne part, politique. Psychologique : souvent la panique permet d'expliquer ce qui, sans elle, ressortirait de l'absurde et de l'insupportable. Impossible, pour les spectateurs du concert des Who, d'admettre qu'ils ont piétiné, bêtement, sans même s'en apercevoir, onze personnes. Impossible pour les proches de ces victimes de concevoir que l'arme qui, en définitive les tua, était une foule d'adolescents pressés de pénétrer dans la salle. Face à l'absurde, une réponse : la panique. Ça rassure. Et puis, ça permet même, par une sorte de retournement des rôles assez emblématique de nos façons de penser, de faire porter une bonne part de la responsabilité sur les victimes elles-mêmes. Ah, si elles n'avaient pas paniqué ! Mais la première raison d'être du mythe de la panique est bien évidemment de nature politique. Qui est responsable de ces onze morts ? La panique, on vous dit, et certainement pas l'enfoiré qui avait vendu le double de billets par rapport au nombre de places disponibles, créant cette impatience, cette frénésie, cette peur de ne pas pouvoir entrer. Une boîte de nuit s'embrase, 112 morts. La panique, là encore, et non pas le patron qui avait cadenassé les sorties de secours… Des dizaines d'exemples de ce type peuvent témoigner de ce que la panique, utilisée à bon escient, permet de dédouaner, si ce n'est totalement du moins pour une bonne part, les véritables responsables. Interviewé par un quotidien national, un officier de la mission Licorne donnait il y a peu sa version des faits concernant la tuerie de l'hôtel Ivoire, à Abidjan : ses hommes auraient tiré en l'air, et la foule aurait paniqué, et donc… piétinés, étouffés, tout s'explique, merci mon lieutenant !

À constater ce qu'autorise, en terme politique, le mythe de la panique, on ne s'étonnera de ce que les États-Unis, nation qui s'est bâtie sur la paranoïa et ne saurait exister sans elle, demeure son meilleur défenseur, et prenne un soin maniaque à l'alimenter par le biais d'informations tronquées (affabulation autour des « armes de destruction massive »), de produits fabriqués à la chaîne et destinés au vaste monde (*Mars Attack*, *Armageddon*, *Le Jour d'après* et autres *Tour infernale*), bref, de vouloir soumettre l'ensemble de la planète à sa philosophie de la peur. On sait que c'est en tablant sur elle que Bush junior a remporté les dernières élections, jouant sur le registre soit moi, soit le chaos. Mais le phénomène n'est pas nouveau. «La guerre des mondes», feuilleton radiophonique des années trente narrant une invasion martienne, écrit et joué par Orson Welles fut, paraît-il, confondu avec un reportage réel, tellement réel que sa diffusion engendra une « panique monstre » dans les rues de New York. En fait, il n'en est rien. C'est une fable qu'on nous raconte depuis plus de soixante-dix ans. Welles et ses obligés ont fabriqué cette fable, à seule fin de se faire un peu de publicité.

Qu'il s'agisse d'exonérer le petit patron véreux, les militaires qui, sans scrupule, tirent sur une foule désarmée… Qu'il s'agisse de défendre une vision des rapports humains basée sur la compétition et où seul le plus brutal s'en sort, qu'il s'agisse encore de soumettre le reste de la planète en exploitant l'idée d'une menace permanente, liée au sentiment de terreur, le mythe de la panique est une arme que ne se privent pas de manier les dominants. Même si l'expérience dément, de la manière la plus formelle, l'existence de ce qui relève de la superstition, dirigeants politiques et/ou économiques n'ont pas fini de tirer bénéfice d'un fantasme dont nous sommes si parfaitement imprégnés qu'il prend pour nous les apparences d'une réalité allant de soi, d'une norme comportementale ne souffrant aucune remise en question. Il ne s'agit pourtant que d'une construction mentale au service des différentes formes de domination, une caricature des plus aliénantes qui soient du rapport entre individus. Pas de panique ? Non.

1- Un bon nombre d'informations utilisées dans cet article sont tirées d'un dossier de "Sciences Humaines", n° 132, novembre 2002.

Fred, milite au groupe libertaire Louise Michel

Ramón Acín

(1888-1936)

Les artistes anarchistes espagnols restent méconnus dans notre pays. Nous connaissons surtout les affiches de la Révolution espagnole. À part quelques exceptions, leur style rappelle malheureusement trop souvent les affiches réalisées par les bolcheviques en Union soviétique. Il s'agissait alors d'un art de propagande au service de la Révolution, et il semble que les artistes ont manqué d'autonomie pour leurs réalisations.

Nous ne pouvons pas savoir ce qu'aurait peint ou dessiné Ramón Acín pendant la Révolution, il a en effet été assassiné par les fascistes dès 1936.

Sonya Torres Planells a publié en 1998 un ouvrage consacré à Ramón Acín aux éditions Virus de Barcelone. L'auteur fait partie du Groupe de recherches sur la théorie de l'art à Barcelone, elle a également écrit plusieurs articles dans la revue libertaire culturelle *Orto*. Son livre n'est pas disponible en français, une traduction serait donc la bienvenue.

Ramón Acín est un personnage très attachant, aux multiples facettes. Il fut un actif militant anarcho-syndicaliste, un pédagogue libertaire, un écrivain et un artiste d'avant-garde.

L'anarchiste

Né en 1888 à Huesca au nord de l'Aragon, il participe dès 1913 à Barcelone à la création de la revue *La Ira* (la Colère). Son sous-titre était : « organe d'expression du dégoût et de la colère du peuple ».

Il collaborera à de nombreuses revues anarchistes en Aragon et en Catalogne : *Floreal*, *El Talión*, *Cultura y acción*, *Lucha social*, *Solidaridad obrera*, etc.

Il participe aux divers congrès de la CNT où il représente la ville de Huesca. Sa popularité y était telle qu'il aurait pu facilement devenir maire, mais ses convictions anarchistes l'éloignèrent de cette idée.

Ses écrits l'enverront à plusieurs reprises en prison. Sa participation à des soulèvements le contraignent à l'exil à Paris en 1926 et 1931. En 1936, les autorités de Huesca refusant d'armer le peuple ; l'armée et la garde civile prennent facilement le pouvoir. La répression est terrible : parmi les nombreux fusillés se trouvent Ramón Acín et sa compagne Conchita Monrás.

Sueño (rêve)

Le pédagogue

En 1916, il est nommé professeur de dessin à l'École normale de Huesca. Pacifique, il pense que l'éducation est la principale arme de la révolution sociale. Partisan de l'éducation rationaliste, il est un admirateur de Francisco Ferrer et de Joaquín Costa.

Avec sa compagne, il se charge de l'éducation de ses deux filles Katia et Sol. Il organise des cours du soir pour les ouvriers et, en 1922, il crée une académie privée de dessin à son domicile où il peut mettre en application une pédagogie libertaire.

En 1932, il organise avec Herminio Almendros le premier Congrès de la technique de l'imprimerie à l'école où sont présentées les réalisations de Célestin Freinet. Un deuxième congrès sera organisé en 1935.

L'écrivain

Ramón Acín a écrit plus d'une centaine d'articles aussi bien dans la presse libertaire que dans la presse régionale (*El Diario de Huesca* notamment). On y trouve des critiques idéologiques, des textes autobiographiques, des critiques d'art et des hommages rendus à des personnages illustres ou à des amis.

Il est à remarquer son intérêt pour l'écologie avec notamment des articles sur le reboisement. Il a parlé de défense animale avec des textes contre la tauromachie.

Il a aussi écrit sur le végétarisme et le naturisme. Il anime également des conférences sur des sujets aussi variés que les enfants russes, les employés de commerce, l'anti-électoralisme ou l'écrivain Ramón Gomez de la Serna.

L'artiste

L'œuvre artistique de Ramón Acín est très variée. Il a publié plus de 80 dessins et caricatures contre la guerre, l'Église, la corrida, etc.

Ses dessins ont un trait sûr et simple, ils vont à l'essentiel. En 1913, l'obtention d'une bourse lui permet de voyager et de faire de grandes peintures à l'huile (par exemple une *Vue de Grenade depuis le Generalife*).

À Paris, il a été en contact avec les artistes d'avant-garde. Il est l'ami de Picasso, de Dali et de Buñuel. Il publie plusieurs manifestes artistiques.

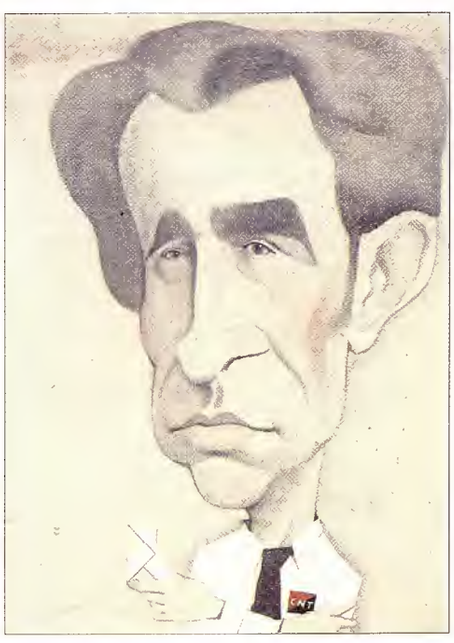
Il souhaitait mettre l'art à la portée de tous. En 1928, son manifeste sur Goya s'oppose aux commémorations officielles.

Sculpteur, il réalise le monument des *Pajaritas* (cocottes en papier) qui est aujourd'hui l'un des symboles de la ville de Huesca. Il expose à Madrid en 1931 des sculptures expressives en plaques de métal découpées (*la Danseuse*, *le Garrotté*). Elles connaissent un grand succès.

Influencé par le surréalisme, il réalise plusieurs collages. Gagnant d'une grosse somme à la loterie, il va produire le film de Buñuel *Terre sans pain* (*Las Hurdes*) et voyage pour cela avec lui en Estrémadure. Enfin, il s'intéresse aux arts et traditions populaires : il collecte des objets anciens en vue de l'ouverture d'un musée.

« Nous avons pour drapeau l'amour de la culture, le culte de la fraternité et de la liberté », écrivait Ramón Acín à la fin de l'un de ses manifestes. Les franquistes ont détruit ou caché une partie de ses sculptures. Son œuvre et ses idées en font l'un des artistes importants du XX^e^ siècle. Des expositions lui ont rendu hommage dans les années 1980 à Huesca et à Barcelone.

Felip Equy



À contretemps, n° 9, a publié un article de Sonya Torres Planells sur Ramón Acín en juin 2002. Fernand Gomez, *À contretemps*, 55, rue des Prairies, 75020 Paris.

Nouvelles des fronts

Déshonneur de la justice, qui d'ailleurs s'en étonnerait ? Berlusconi relaxé, Juppé à demi pardonné, Chirac bénéficiant d'une prescription, etc. Le grand banditisme jouit largement de son impunité de classe. Et durant ce temps-là, le baron, héritier du groupe de Wendel, fête les trois ans de notre exploitation. Beau parcours des maîtres de forges aujourd'hui aristo de la finance. Pour un peu, même pour les plus pacifiques d'entre nous, y en a qui nous feraient regretter la guillotine et la marmite à renversement, nom de Dieu !

Pendant les fêtes, la lutte continue. Blair souhaite supprimer 2 900 emplois à la BBC, soit 10 % des effectifs. On peut gager qu'après ça le service public de la communication sera, en Grande-Bretagne, de la même qualité que TF1 ici, décerveleur en chef.

Délocalisation intra-européenne, le coréen LG (produits électroniques) va probablement quitter le pays de Galles pour la Pologne. La tournante des bas salaires continue, quoi de mieux pour désamorcer toute velléité de révolte, quoi de mieux pour toucher les aides européennes à l'installation ? Europe, ma belle Europe... Même les banquiers font les soldes, la Deutsche Bank, première banque allemande va liquider 1920 emplois, soit 7 % de l'effectif d'ici à 2006, après les 20 000 déjà supprimés depuis 2002.

Y a pas, certaints qui savent faire du chiffre et gagner en compétitivité. Le ventre mou de la DGB (sorte de CFDT allemande) gargouille déjà, mais ça passera comme d'habitude, trois compromis et puis s'en va...

Colgate aussi pue de la gueule, le chimiste a annoncé la fermeture du tiers des usines du groupe et, à la clé, 4 500 prolos de moins sur quatre ans. Pour les durs d'oreille, SFR-Cegetel projette un plan social pour virer 153 techniciens, encore un secteur en pleine crise sans doute ?

À quand le boycott international de tous ces voyous, un jour peut-être quand la classe aura fermé sa télé et retrouvé sa conscience. En attendant, il est possible que tous ces licenciés en puissance rejoignent à plus ou moins long terme le 1,4 milliard de travailleurs pauvres quantifié par le Bureau international du travail.

Lueur d'espoir, SUD-Rail passe à l'action directe et gêne le départ de l'ID-TGV dont la seule idée est de réduire le nombre de guichetiers en faisant faire le boulot au client qui est roi, certes, mais de quoi ? SUD-RATP, troisième organisation syndicale (9,47 % des suffrages) suite aux élections à l'équivalent des comités d'entreprise. Attention quand même à l'intégration et à l'institutionnalisation, les patrons en ont « acheté » d'autres tout aussi radicaux !

Y a quand même pas que des nouilles dans la classe ouvrière, et les vieilles idées font quelquefois une bonne recette.

À Arles, 90 ex-salariés sur 146 de chez Lustucru prévoient de faire redémarrer l'usine Panzani fermée en mars 2004 sous forme d'une société coopérative ouvrière de production. En espérant que l'égalité économique y règne, longue vie à la Scop, et là, plus de boycott mais de la solidarité active et gustative.

Chine, comme quoi le monde bouge. Vague de grèves et de manifestations d'une importance inégalée depuis longtemps dans la dictature rouge capital (nouvelle nuance dans la palette). À Wanzhou (à gauche en entrant, pour les curieux), 40 à 50 000 personnes se sont rassemblées pour protester contre des violences faites à un travailleur migrant par un cadre local du Parti.

À Shengzhen, banlieue industrielle près de Hong Kong, 3 000 employés ont fait grève dans une usine d'électronique contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

Toujours à Hong Kong, 7 000 ouvriers d'une entreprise d'État ont protesté contre la rupture de leur contrat de travail « protecteur » et le licenciement d'une partie du personnel. Tous les espoirs sont donc permis, souvent soumise et craintive ici, suite à trente années de libéralisme, la classe laborieuse se redresse là-bas. Vive l'internationalisme ! Dernière minute, la baron est très inquiet, si les « Jaunes bougent », a-t-il confié, il va falloir relocaliser en Europe afin de mater ces ingrats de contestataires asiatiques. Il est vrai que depuis les dernières « Nouvelles des fronts », il ne peut plus dormir sur ses deux oreilles, nom de Dieu !

Hugues
groupe Pierre-Besnard

L'autogestion, pour quoi faire ?

Extrait d'*Autogestion et socialisme, études, débats, documents*, cahiers n° 22-23, janvier-mars 1973.

Maurice Joyeux

Fédération anarchiste

Pascale et Patrick Linguelia.

ON PARLE BEAUCOUP d'autogestion aujourd'hui. Ce mot, jailli de la révolte des étudiants en juin 1968, comme bien d'autres empruntés au vocabulaire socialiste de caractère économique, est en passe de faire la fortune de quelques aigrefins de la politique. Terme précis, rarement employé auparavant et qui singularise une proposition caractérisée et nettement définie, il est devenu une formule vide qui recouvre toutes les adaptations imaginables et ne fait plus reculer personne.

Dire qu'on est pour l'autogestion ne signifie plus rien, si en même temps on ne répond pas sans équivoque à trois questions : l'autogestion pour quoi faire ? l'autogestion au profit de qui ? l'autogestion comment ? Ce qui dans le langage de « papa » consistait, lorsqu'on définissait l'économie socialiste, à évoquer les principes, à déterminer des méthodes, à proposer des moyens.

Les principes

Les principes de l'économie socialiste tels que nous les concevons, nous autres anarchistes, sont clairs. Ils supposent l'abolition d'un système économique basé sur le profit, la plus-value et l'accumulation du capital, la collectivisation des moyens de production et d'échange, la suppression des différenciations de classe, l'abrogation de la centralisation étatique, agent de coordination et de coercition du système capitaliste, la limitation de l'autorité aux accords passés librement entre les participants à l'élaboration d'une économie socialiste.

Si c'est ça, l'autogestion qu'on nous propose, nous sommes pour l'autogestion, encore qu'on puisse se servir d'un terme moins équivoque, celui de gestion ouvrière, nourri théoriquement par tous les grands congrès de l'histoire de notre mouvement ouvrier, depuis celui de l'Internationale qui se tint à Bâle en 1869 jusqu'à celui qui, à Amiens, en 1906, résuma dans un document concis et solide les moyens de lutte et les aspirations gestionnaires des travailleurs. Mais, enfin, soyons dans le vent, et va pour l'autogestion !

L'autogestion suppose la gestion de l'entreprise par l'ensemble du personnel qui y travaille. Mais l'autogestion n'a d'intérêt pour les travailleurs de cette entreprise que si elle modifie radicalement leurs conditions d'existence, les rapports établis entre les différentes catégories du personnel, manœuvres, ouvriers qualifiés, employés, cadres, et entre tout le personnel et la direction. Gérer en commun une entreprise alors que celle-ci conserve ses structures de classes consisterait pour le personnel à gérer sa propre aliénation.

Ce qui confère à l'entreprise ses structures de classes, ce sont les différences de rémunération, le maintien d'une autorité qui excède le cadre de la tâche à accomplir, la répartition du profit tiré de la fabrication, l'appropriation par le patron de la plus-value, fruit du travail collectif, les privilèges d'encadrement, les investissements prélevés, non pas sur le profit du propriétaire de l'entreprise et que finalement il capitalise, mais sur le budget de fabrication, ce qui diminue la part consacrée aux salaires, la propriété des instruments de production. En un mot, l'autogestion, pour nous anarchistes, suppose la suppression de tous les privilèges au sein de l'entreprise et l'égalité sur tous les plans, économique, social, moral.

L'autogestion, pour nous anarchistes, suppose l'abolition de la propriété privée ou d'État des instruments de production et leur transfert aux travailleurs qui en ont la « possession » qu'ils transmettent automatiquement lorsqu'ils quittent l'entreprise à ceux qui leur succèdent. L'autogestion, pour nous anarchistes, suppose la répartition du profit de la fabrication entre les travailleurs de l'entreprise, les collectivités chargées de l'infrastructure indispensable à une économie globale et une caisse de compensation, destinée à assurer l'équilibre entre les branches industrielles, l'agriculture, les services, voire entre les entreprises elles-mêmes.

Les travailleurs qui participent à l'autogestion assument, non seulement l'administration collective de leur entreprise, mais également la responsabilité de la réussite ou de l'échec de l'effort commun. L'autogestion réclame de tous non seulement un effort physique mais une participation intellectuelle. Et, dans ce sens, l'autogestion rejoint la proposition de Proudhon d'associer dans l'entreprise du travail manuel et intellectuel, ce que les syndicalistes de l'époque traduisirent dans une formule lapidaire : « le gouvernement de l'atelier ».

L'autogestion ainsi comprise donne à la tâche à accomplir une dimension globale, une universalité qui exige du travailleur l'emploi de toutes ses facultés, un intérêt passionnel qu'aujourd'hui, les travailleurs dégoûtés par le travail mécanique et parcellaire sont obligés d'aller chercher ailleurs.

Les méthodes ?

Les principes sont invariants en ce sens que ce sont eux qui déterminent le but et que les changer équivaudrait à changer le projet même si l'on conserve la même phraséologie pour masquer l'opération. Mais, par contre, les méthodes sont déterminées par l'analyse du milieu et, par conséquent, elles sont sujettes à des réadaptations constantes qu'impose la conjoncture. Elles suscitent des confrontations qui, lorsqu'elles se maintiennent dans le domaine des idées, sont indispensables au mouvement ouvrier.

Il existe aujourd'hui deux propositions d'organisation interne d'une entreprise autogérée. L'une est basée sur les « conseils » l'autre sur les « syndicats ». Le but de l'une ou l'autre de ces propositions peut se traduire par une série de questions qu'on peut résumer en deux. « Qui doit posséder "le pouvoir" dans l'entreprise ? » s'interrogent les marxistes d'opposition, et pas seulement eux. « Qui doit coordonner le travail dans l'entreprise ? » demandent les anarchosyndicalistes. Des conseils ouvriers diront les uns, les organisations syndicales répondront les autres, encore que la frontière qui sépare ces deux courants de pensée ne passe pas forcément par des justifications théoriques nettement tranchées mais se mesure aux expériences de cinquante ans de gestion « socialiste ».

Le problème des conseils ouvriers n'est pas nouveau, même s'il fut rejeté de l'orthodoxie marxiste par ceux qui, à la suite de Kautsky et de Lénine, optèrent pour la démocratie parlementaire et pour le centralisme démocratique. Rosa Luxembourg effleura le problème dans sa controverse avec Lénine, mais c'est Pannekoek qui fut le plus solide théoricien de la gestion de l'entreprise par les conseils ouvriers.

Le conseil ouvrier suppose que les travailleurs éclairés sur leur aliénation dans l'entreprise par l'avant-garde, « lisez par le parti du prolétariat », prennent en main la gestion et qu'ils l'exercent par l'intermédiaire d'un conseil élu par tous et révocable à tous moments.

En mettant à part « le rôle dirigeant du parti du prolétariat », on doit convenir que cette proposition gestionnaire rejoint par sa « totalité » les propositions de tous les socialistes considérés, on ne sait trop pourquoi comme « utopiques » mais également les aspirations des travailleurs aux prises avec les castes, les classes, les hiérarchies économiques ou d'autorité. Et la preuve indiscutable de ce sentiment c'est qu'à l'aurore de toutes les révolutions cette proposition « conseilliste » mobilise autour d'elle toute l'énergie révolutionnaire des hommes épris d'idéalisme. Mais les révolutions doivent tenir compte du milieu économique, et le nôtre est un milieu économique complexe dont tous les problèmes, en dehors même du système qu'il soit bourgeois ou ouvrier, sont liés et s'agencent suivant un schéma irréversible qui conditionne la fabrication, c'est-à-dire la continuation de la vie pendant et après la période révolutionnaire.

Or, il faut bien convenir que les conseils ont jusqu'ici échoué. Même lorsque pour un temps ils ont réussi à se coordonner à l'échelon politique, ce qui ne fut le cas ni en Russie, ni en Hongrie et que partiellement en Espagne, cette coordination n'a revêtu qu'un aspect politique entre l'usine, la commune et l'État, et ces conseils ont échoué « parce que pas fait pour ça » à coordonner les activités multiples dans l'entreprise, dans la profession, à l'endroit où justement la réussite est le prélude indispensable à l'implantation du socialisme. Et cet échec au niveau de la production et de la distribution sera pour Lénine et pour d'autres l'argument massif en faveur de la planification et du centralisme étatique, avec son cortège de lois ouvrières au nom de l'intérêt de tous et de la nation socialiste en particulier. C'est de l'échec des conseils ouvriers à organiser la production à l'intérieur de l'entreprise et à coordonner les échanges qu'est née la NEP, qui sonna le glas de l'économie russe basée sur les conseils ou « soviets ».

Dès sa naissance, le mouvement ouvrier a revendiqué sa place en dehors des idéologies politiques. C'est le congrès de Bâle de 1869, c'est Fernand Pelloutier qui élaboreront une théorie dont la Charte d'Amiens reste le symbole et qui consiste à proclamer que les syndicats, aujourd'hui instruments de lutte des travailleurs dans le cadre du régime, seront demain les instruments de la gestion ouvrière. C'est Pierre Besnard qui, dans le *Monde nouveau*, établira un projet de gestion ouvrière qui don-

Pascale et Patrick Linguelia.

nera ses lettres de noblesse à l'anarchosyndicalisme. Et il faut bien convenir que les structures syndicales ont été construites de telle façon qu'elles épousent étroitement toutes les articulations de la production et de l'échange et que c'est à partir des sections syndicales, à chaque niveau, que les ouvriers peuvent suivre tout le mouvement de la production et établir les rapports qui devraient normalement exister entre les employés de l'entreprise ainsi que les possibilités globales de rémunération.

Aujourd'hui, placé devant le problème de l'autogestion, il nous faut échapper au dogmatisme et, quelle que soit notre conviction intime, examiner sérieusement les avantages et les inconvénients des conseils et des syndicats.

Il est vrai qu'aux yeux de nombreux militants révolutionnaires les syndicats sont déconsidérés. Les syndicats, disons le personnel bureaucratique des syndicats, reflètent l'avachissement des masses, leur embourgeoisement, leurs craintes devant l'aventure révolutionnaire. Les hommes à l'intérieur du syndicat valent ce qu'ils valent à l'extérieur, et les problèmes humains qui se poseront à l'autogestion ne seront pas différents dans ce domaine que ceux qui se posent à propos de l'organisation syndicale.

Mais quel que soit son contenu actuel, l'organisation syndicale demeure un moyen d'organisation, de liaison, de contrôle extraordinaire. Ses structures verticales et horizontales épousent étroitement toute l'économie du pays, elle est le lien le plus naturel de coordination pour les travailleurs qui désirent gérer leur entreprise.

Les conseils sont spontanés. Ils sont liesse. Ils expriment ce qui est profondément inscrit en lettres d'or dans le cœur et dans l'âme du peuple. Dans le fracas du combat ils font l'unanimité. Mais, nés de la colère et de l'espoir, ils meurent au moment où la difficulté et le doute s'emparent des hommes. Et le doute naît devant la complexité de la tâche à accomplir. Les conseils sont secrétés par une situation, un milieu. Ils sont leur et ce sont les difficultés de l'organisation qui les désagrègent. Et c'est au moment où les conseils se désagrègent, que l'heure de la dictature de gauche ou de droite sonne : seule l'organisation syndicale peut alors prendre le relais, changer le cap, transformer la liesse révolutionnaire en un travail gestionnaire coordonné, et les bureaucraties le savent bien, car de droite comme de gauche leur souci primordial consiste, sous le prétexte de l'intérêt général, à rendre impuissante l'organisation syndicale, à la réduire à l'esclavage. L'expérience doit nous ouvrir les yeux. Le marxisme, qu'il se réclame de Lénine, de Guesde, de Trotsky, n'a qu'un désir, transformer l'organisation syndicale en un rouage d'État, chargé de faire appliquer dans les milieux ouvriers les décisions politiques déterminées par les partis.

Conseils, syndicats, le choix peut se discuter, mais ne nous laissons pas entraîner par des considérations simplement théoriques. De toute façon, la coordination, dans une entreprise autogérée exige des structures verticales et horizontales, et si les conseils en créent, elles auront un caractère syndical, elles seront des syndicats sans en avoir le nom, sans en avoir l'autorité, sans posséder cette espèce de patine que le temps confère aux travaux concrets.

Paradoxalement, c'est dans les milieux syndicalistes révolutionnaires qu'on trouve le plus de réticence à l'aspect gestionnaire que l'anarchosyndicalisme a conféré au syndicalisme. On peut comprendre cette méfiance car tous les essais de socialisme dans le monde se sont traduits par la subordination du syndicat à la politique. Mais ce socialisme-là se réclamait du centralisme démocratique, voire de la démocratie parlementaire, or l'autogestion, pour nous anarchistes, c'est autre chose.

La crainte des syndicalistes de voir les intérêts du personnel de l'entreprise « oubliés » si les syndicats participent à la gestion n'est pas négligeable mais dans le cas contraire on peut également redouter de voir les conseils se livrer à une pression continuelle sur l'organisation syndicale pour la rallier à une gestion à l'élaboration de laquelle elle n'aurait pas participé. Et il faut bien constater que jusqu'à ce jour, la logique des choses a conduit tous les partis de l'avant-garde à réduire au rôle d'une simple courroie de transmission les syndicats maintenus en dehors de la gestion. Et pas seulement Lénine ou Trotsky dont le jugement sur le syndicalisme est bien connu. Lisez Pannekoek, Rosa Luxembourg et quelques autres autrement que dans des extraits, et vous verrez leur opinion sur le syndicalisme et sur le rôle mineur qu'ils lui destinent. Elle ne diffère pas de celle de tous les autres marxistes.

S'il fallait conclure ce problème, que le déroulement des événements et l'expérience se chargeront de définir en dernier ressort, on peut dire que le conseil est un élément révolutionnaire. Il anime la révolution, il en maintient la flamme, le syndicat lui organise la

Pascale et Patrick Linguaglia

production et la distribution. De toutes manières, c'est d'un équilibre entre ces deux propositions gestionnaires que peut naître l'harmonisation indispensable à la santé économique de l'entreprise.

Mais, en fin de compte, c'est à l'usine que se réglera le problème de l'autogestion. C'est là et nulle part ailleurs que sera jugée l'expérience. Pour que l'autogestion fasse ses preuves, soit crédible, il faut non pas la construire pour un instant exceptionnel où l'exaltation révolutionnaire rend tout momentanément possible, mais pour qu'elle fonctionne dans des temps normaux, lorsque la fièvre est tombée. Ce qui suppose le renoncement au folklore et au bla-bla-bla « révolutionnaire ». C'est à partir de l'usine solidement et durablement organisée que peuvent s'ordonner les éléments de coordination à l'échelon local, régional, national, voire international.

Quel que soit le caractère « politique » de l'entreprise, trois éléments en constitueront la structure fondamentale. Le premier, de caractère général, détermine la production et la marche générale de l'entreprise, le second, de caractère vertical, transmet à tous les échelons les décisions du premier, et le troisième, de caractère horizontal, assure la cohésion entre les différentes opérations à chaque échelon.

Le conseil ouvrier, le conseil syndical, ou le conseil de gestion élu comme l'on veut, suivant l'opinion qu'on a sur la structure souhaitable de l'entreprise, prend des décisions globales, décide de la fabrication, établit à l'aide du bureau d'études les éléments techniques et le budget. Les décisions du conseil doivent être transmises à tous les échelons de la fabrication. Elles le sont par l'organisation syndicale à travers ses sections, ce qui a l'avantage de contrôler l'opération à chaque stade et de limiter l'autorité à la stricte opération technique. Pour ceux qui veulent tenir l'organisation syndicale en dehors de la gestion, il faudra construire cet élément vertical de liaison. Enfin, il faudra coordonner à chaque palier la fabrication soit par l'organisme syndical soit par un autre du même type.

Conseils, syndicats ? Compte tenu du caractère de notre économie, je pense qu'une action gestionnaire dans le pays revêtirait des formes différentes qui découleraient logiquement de l'importance de l'entreprise, du caractère de la fabrication, de la géographie politique ou de la géographie tout court, des us et coutumes, de la formation soit technique soit politique des animateurs, et c'est à cet instant que la tentation centraliste, soit sous sa forme démocratique (lois du nombre), soit sous sa forme centraliste (lois de l'élite, du parti d'avant-garde) deviendra à nouveau menaçante. La centralisation, c'est la machine à former de nouvelles classes qui, à leur tour, dégageront des privilèges qui ne seront pas forcément économiques. Pour éviter cet écueil contre lequel sont venues se fracasser toutes les expériences socialistes de l'histoire, il faut avoir recours à un fédéralisme qui associe des diversités d'organisation des entreprises autogérées à partir de deux pôles qui forment le principe initial et qui sont l'autogestion de l'entreprise et la mise à la disposition de la communauté de sa production.

Pour nous anarchistes, la gestion ouvrière ou l'autogestion comme on voudra est souhaitable, sous certaines conditions que j'ai essayé de définir. Or, jusqu'à ce jour, tous les moyens employés pour instaurer le socialisme se sont soldés par des échecs, dus à leur contenu qui recelaient des germes de l'inégalité de classes.

Les moyens ?

La barricade, l'armée révolutionnaire, la guérilla, le bulletin de vote, tels sont les moyens employés jusqu'à ce jour pour chasser le capitalisme et instaurer le socialisme. On a parfois dit, que les échecs qu'avait subis le socialisme dans les pays où il avait été institué venaient justement des moyens employés pendant la période révolutionnaire, qui avaient pesé d'un poids considérable et avaient altéré sa pureté. C'est vrai pour la venue au pouvoir d'un parti révolutionnaire par l'intermédiaire du système parlementaire et électoral qui pourrit tout ce qu'il touche, ou par l'armée révolutionnaire dont les structures par la force des choses finissent par devenir hiérarchisées et autoritaires. Cependant, c'est autre part qu'il faut chercher l'impuissance de tous les régimes dits socialistes, à construire une économie basée sur l'autogestion.

Ce qui fut la pierre d'achoppement de tous les essais de socialisme, ce fut la *période intermédiaire*. Conçue comme une pause pour permettre à la révolution de souffler, de l'organiser, aux hommes de s'adapter au système nouveau, la période intermédiaire en figeant la situation révolutionnaire, où voisinaient la thèse et l'antithèse n'a pas provoqué un dépassement vers la révolution, mais au contraire favorisé la reconstitution d'une nouvelle classe bureau-technocratique décidée à défendre à son tour ses privilèges de classes qui n'étaient pas forcément ceux de la classe capitaliste disparue. Et même, lorsqu'après un temps d'arrêt, une période intermédiaire, un pays comme la Yougoslavie par exemple a essayé timidement de remettre l'économie en route vers l'autogestion, le poids de la machine administrative d'État et celui des intérêts particuliers a été tel, que les résultats ont été dérisoires et ont contribué à jeter le discrédit sur la gestion ouvrière.

La République de 1789 est morte de ne pas avoir appliqué la Constitution de 1793, le communisme russe d'avoir appliqué la NEP. Nulle part dans les pays qui se réclament du socialisme on ne s'achemine vers un dépérissement de l'État. Au contraire, on se dirige vers la constitution d'une nouvelle classe dirigeante qui par ses structures dogmatiques prend un caractère nobiliaire par les facilités que l'instruction publique concède aux enfants des dirigeants. Partout, la période intermédiaire a sonné le glas du socialisme. Construite comme une suite dialectique inévitable, elle s'est heurtée à l'homme issu d'un milieu qui lui avait conféré des habitudes, des besoins, des ambitions, qui ont pu se continuer et même se développer dans un climat équivoque, celui de la période intermédiaire où voisine un essai timide de socialisme et la persistance de différenciations de classes.

Nous autres, anarchistes, nous pensons au contraire, qu'il faut détruire tous les privilèges de classes sans exception de façon que dans les moments difficiles qui suivent la lutte révolutionnaire il soit possible d'avoir recours aux facilités que proposent les politiciens de tous calibres. Il faut rendre la situation économique créée par la révolution, irréversible, et en ce sens Bakounine avait parfaitement raison en disant que la destruction était un acte positif, créateur. De période intermédiaire en période intermédiaire, les hommes ont changé de maîtres mais ils ont continué à servir des maîtres. C'est ce qu'avaient compris les militants espagnols de la CNT qui, à mesure qu'ils s'enfonçaient à travers l'Aragon, détruisaient tous les privilèges et instauraient le socialisme libertaire, égalitaire, gestionnaire.

L'autogestion, la gestion de l'industrie par le personnel doit être totale et toucher en priorité les forces économiques essentielles du pays. Elle est le fruit de la destruction complète du système économique de classes, sous toutes ses formes, capitalisme libéral, ou étatique, de ses structures de coordination centralisées par l'État. La lutte révolutionnaire de destruction du système et la construction autogestionnaire doivent être *simultanées*. Il existe un seul moyen à la fois de détruire le système capitaliste et de construire l'autogestion, c'est la *grève gestionnaire*.

Aujourd'hui, nous connaissons deux éléments qui doivent nous permettre de guider notre stratégie révolutionnaire.

Le premier, qui nous fut révélé en Mai 1968, c'est l'extrême fragilité du système capitaliste moderne aux rouages multiples et qui ne réagissent parfaitement que lorsque leur coordination est assurée par l'État. En Mai, il a suffi qu'un secteur marginal entre en transe pour que l'État se mette à flotter, et seule l'indécision des partis politiques et des centrales syndicales acharnés à tirer à eux les avantages du pouvoir lui a permis de se ressaisir. Il y fut aidé par les échecs et les crimes des révolutionnaires « officiels » que depuis cinquante ans le peuple traîne comme un boulet. Le peuple croyait une révolution possible en 68 mais il la craignait. Le peuple, aujourd'hui, ne craindrait pas une révolution gestionnaire, mais il n'y croit pas. Pour que le pays participe à la transformation gestionnaire proposée, il faut qu'il y croie et qu'il ne la craigne pas. L'organisation de l'autogestion de l'entreprise par le personnel de l'entreprise et seulement par lui, et avec l'aide de la section syndicale qu'il côtoie à chaque instant, le personnel ne la craindrait pas et sous certaines conditions

pourrait y croire. Disons le personnel, car l'anti-syndicalisme est l'œuvre de petites chapelles qui généralement tournent mal, plutôt que des travailleurs qui connaissent bien les qualités et les défauts de l'organisation syndicale et qui parieraient plus facilement sur l'efficacité des structures gestionnaires des syndicats, car ça c'est du solide, que sur les qualités des dirigeants qui n'échappent pas aux contradictions humaines qui se retrouveront d'ailleurs parmi le personnel autogestionnaire.

Le second élément qui doit conduire notre réflexion, c'est l'extension rapide d'une grève lorsqu'elle sort du cadre purement local, qu'elle se déclenche en dehors des mots d'ordre officiels, dans une situation de désorganisation telle que je viens de la décrire et qu'accentue encore la revendication lorsqu'elle touche aux structures même du système. Ce ne sont pas les mots d'ordre des centrales syndicales et de leurs directions qui déclenchèrent les grèves générales avec occupation d'usines de 1936 ou de 1968. Dans un cas comme dans l'autre, la grève est partie d'une entreprise de médiocre importance où il existait un noyau syndicaliste révolutionnaire. Dans un premier temps, la grève s'étendit rapidement sans l'appui et parfois contre la volonté des dirigeants syndicaux qui comme les politiciens et les hommes d'État se trouveront désemparés. À ce stade, ce ne sont plus seulement les militants mais tous les travailleurs de l'entreprise qui sont en mouvement. Pendant cette première période et avant la récupération par les appareils syndicaux, les travailleurs croient à la réussite de la grève. C'est seulement lorsque le mouvement s'éternise que les dirigeants réussissent à le reprendre en main. C'est alors que les travailleurs commencent à douter des résultats, que les tractations entre le gouvernement et les appareils deviennent possibles.

C'est donc pendant cette période où l'État est désemparé et les organisations syndicales et politiques hésitantes que l'action décisive est possible. C'est l'instant où les usines doivent se remettre à tourner sous le contrôle des travailleurs et de leur organisation syndicale. *C'est l'instant de la chance de l'autogestion.*

Le phénomène d'étalement d'une grève gestionnaire est le même que celui qui singularisa les deux grandes grèves de 1936 et de 1968 qui aboutirent à l'occupation des usines. Le phénomène de contagion jouant dans ce cas, comme il joua dans d'autres, c'est le sentiment de sortir du commun, d'échapper aux échecs précédents, plus que les obscures déductions théoriques que personne ne lit, qui pousserait les travailleurs vers l'occupation, puis la remise en route des usines dans une direction gestionnaire. Quelle que soit l'importance des forces de coercition, quel que soit l'appui que la partie conservatrice de la population leur apporte, pas plus qu'il n'était possible de faire évacuer toutes les usines occupées il ne sera possible d'arrêter toutes les entreprises autogérées. La grève gestionnaire est possible, son succès dépend de son caractère généralisé et de l'état de désagrégation de la société capitaliste qui l'a suscitée.

Pascale et Patrick Lingueglia.

Dans l'histoire, la grève a souvent précédé le déclenchement de l'action révolutionnaire. Elle a été un complément à la lutte entreprise par les partis, et souvent elle fut déclenchée grâce à l'influence des partis. La grève gestionnaire c'est autre chose. C'est ainsi que ça s'est passé en 1936 et en 1968 où ils profitèrent dans le premier cas des élections, dans le second de l'embarras du gouvernement devant la révolte des étudiants. Dans une situation identique, la grève gestionnaire ne pose plus seulement les problèmes des salaires mais celui de la gestion des entreprises. À cet instant, le mouvement ouvrier n'est plus à la remorque des partis de gauche et de leur programme, il les met devant le fait accompli, il leur impose une organisation de *l'économie socialiste, libertaire, égalitaire, gestionnaire.*

L'autogestion que les politiciens nous proposent est sans consistance, vidée de son contenu. Une simple clause de style qui colore un programme. La seule chance de l'autogestion, c'est de s'étaler sous la poussée populaire et de déferler à travers le pays avec la rapidité qui fut celle des grandes grèves avec occupation des usines. La seule chance de l'autogestion, c'est la grève gestionnaire.

Nous sommes, nous autres anarchistes, pour la gestion de l'économie par les travailleurs parce que nous sommes contre le système capitaliste sous son aspect libéral ou étatique. Nous sommes contre son agent de coordination, l'État. Nous voulons établir l'égalité économique, complément indispensable à l'égalité politique, sans laquelle il n'existe de liberté que pour ceux qui peuvent l'acheter. L'autogestion, la gestion directe, la gestion ouvrière comme on voudra, nous semble la structure appropriée pour produire les objets nécessaires en aliénant le minimum de liberté. L'autogestion nous paraît un moyen efficace pour que le socialisme ne tourne plus à la farce tragique qu'on nous joue à Moscou, à Alger, au Caire, à Pékin ou autre part. La grève gestionnaire dans l'état de complexité de l'économie moderne nous semble le moyen le plus efficace, dans un même temps pour arracher des mains des classes dirigeantes les moyens de production et d'échange et pour développer une expérience autogestionnaire à l'échelon national, le moyen le plus efficace pour protéger la pensée gestionnaire des tripatouillages de toute nature.

M. J.

Louise Michel

29 mai 1830-9 janvier 1905

Une femme en lutte pour l'émancipation, toute l'émancipation !

L'enterrement de Louise Michel - eau-forte d'Albert Peter Destray (1905)

Élisabeth Claude

Le 9 janvier 2005 sera commémoré le centenaire de la mort de Louise Michel. Tout, ou presque, a déjà été dit sur elle. Mais il importe de se souvenir et de parler d'elle, comme personne et comme militante, car sa vie et ses engagements nous apportent encore des arguments pour nos luttes d'aujourd'hui !

Une petite fille dont la curiosité dérangeait

Fille unique de Marianne, qui était mère célibataire, elle a été élevée au château de Vroncourt, en Haute-Marne, par ses grands-parents paternels. Ceux-ci étaient ouverts et tolérants et ont permis à Louise de vivre une enfance beaucoup plus riche et beaucoup plus libre que beaucoup d'enfants de cette époque. Avec sa grand-mère, Louise a appris à lire et à jouer du piano. Son grand-père la nourrit de poésie et de philosophie. Aucun apprentissage ne la rebutait, et elle se passionnait pour l'algèbre. Elle posait à son instituteur des questions que personne d'autre n'osait poser. Quoi d'étonnant que Claude Helft, dans le livre qu'elle a consacré à Louise Michel (*les Barricades du rêve*, aux éditions Hachette) l'imagine punie par le maître d'école parce qu'elle l'avait taquiné. Elle aurait écrit tout ce qu'il disait pendant la dictée. Cela donnait à peu près ceci : « Les Romains étaient les maîtres du monde (Louise, ne tenez pas votre plume comme un bâton – point virgule), mais la Gaule résista longtemps. »

Une institutrice dont les méthodes dérangeaient

Pour une jeune fille pauvre qui refuse de se marier (à deux reprises au moins), il n'y a pas beaucoup de possibilité de gagner sa vie. En 1850, lorsque ses grands-parents meurent, Louise décide de devenir institutrice. Elle suit des cours à Chaumont. Puis, son diplôme en poche, elle ouvre une école de jeunes filles à Audeloncourt. Elle choisit de créer une école libre pour ne pas prêter serment à l'empereur. Elle met en œuvre des méthodes pédagogiques originales, comme l'observation de la nature, la présence d'animaux en classe. Elle se fait également remarquer du rectorat par la publication dans un journal local de feuilletons qui contiennent des critiques à peine voilées de l'empereur. Elle envoie des poèmes à Victor Hugo, qui est un ennemi déclaré du régime. Se sentant étouffée par le « qu'en-dira-t-on » et l'enfermement dans des normes rigides, elle décide de partir pour Paris. Elle a 26 ans.

Toujours aussi pauvre, elle continue néanmoins son métier, tant pour de jeunes élèves que lors de cours du soir qu'elle donne à des ouvrières. Avide de connaissances nouvelles, elle poursuit également sa propre instruction, dans une sorte d'université populaire. Elle s'interroge sur la prostitution, la maladie mentale ou la délinquance. Le « Livre du bagne, précédé par Lueurs d'ombres, plus d'idiots, plus de fous et de Livre d'Herman », paru en 2001 aux Presses universitaires de Lyon, grâce aux travaux de Véronique Fau-Vincenti, révèlent l'intérêt que Louise Michel portait « à la grande famille indéfinie et confuse des anormaux » (Michel Foucault). Elle ne fait pas qu'effleurer les débats, elle pose la question, au travers de ses nouvelles, des origines et de la parenté éventuelle entre crime et folie. Elle examine en dernier ressort les conduites à adopter et les remèdes à apporter afin « d'éveiller l'intelligence » des fous et des idiots.

En 1865, grâce à une somme d'argent que lui donne sa mère, venue la rejoindre à Paris, elle ouvre sa propre école à Montmartre.

Pendant ces années-là elle commence à construire sa pensée : elle est persuadée que l'humanité n'en est qu'à l'enfance et qu'elle va évoluer. Elle est convaincue que les femmes joueront un rôle moteur dans ces évolutions.

Une déportée dont la solidarité dérange

Après avoir participé activement aux luttes de la Commune de Paris, Louise Michel est prisonnière pendant deux ans et déportée en Nouvelle-Calédonie. Là-bas, elle se comporte très différemment de nombreux autres communards : elle décrit et dessine la faune et la flore et transmet ses observations à Paris. Surtout, contrairement aux autres déportés, elle s'intéresse aux Canaques, à qui elle apprend à lire et à parler français. De plus, elle les aide à comprendre l'oppression coloniale qu'ils subissent, et les soutient lorsqu'ils tentent de se révolter. L'insurrection est réprimée en mettant le feu à la brousse, ce qui eut pour conséquence une mort horrible pour de nombreux Canaques. Quelques survivants qui ont le projet de s'échapper par la mer viennent saluer Louise Michel : elle partage avec eux son écharpe rouge, souvenir de la Commune.

C'est également en Nouvelle-Calédonie qu'elle noue des relations avec les déportés algériens qui se sont révoltés contre la colonisation française.

Une femme dont le célibat dérange

De la « Presque Jeanne d'Arc » évoquée par Verlaine au surnom de « Vierge rouge », de nombreux auteur.e.s interrogent la vie intime de Louise Michel : avait-elle été la maîtresse de Hugo ou sa « négresse » ou les deux ? La relation qu'elle a nouée avec Théophile Ferré – qu'elle « a aimé comme on aime la révolution » – était-elle platonique ou pas ? Qui était Charlotte Vauzelle, que Louise Michel nomme sa « compagne depuis quinze ans » ? Dans notre langage d'aujourd'hui, nous imaginerions facilement une relation lesbienne mais Louise Michel était souvent critiquée pour son comportement, plutôt qualifié de puritain.

Rappelons-nous qu'à cette époque, encore plus qu'aujourd'hui, la norme sociale est la vie de couple, norme qui s'applique de façon plus contraignante sur les femmes. Après avoir refusé deux prétendants et quitté la campagne, elle se sent plus libre dans sa vie parisienne. Nous pouvons d'ailleurs nous demander si l'exode rural vers les grandes villes et les concentrations industrielles, certes d'abord motivé par l'espoir d'une vie moins pauvre et moins dure que la paysannerie, n'a pas eu aussi comme ressort l'espoir d'une vie sociale plus libre, car protégée par l'anonymat et permettant plus de rencontres. À la fin du XIXe siècle, le mariage est aussi beaucoup moins fréquent dans les milieux ouvriers et concerne surtout les classes possédantes, qui ont intérêt à garantir la transmission de leurs biens.

Mais, au fond, lorsqu'on s'interroge sur la sexualité de Louise Michel, de quoi se mêle-t-on ? De la vie privée d'une personne, que l'on voudrait faire entrer dans une case, façon bien commode de cataloguer les gens et de leur nier le droit de choisir comment et avec qui ils veulent vivre ! Alors, on se prend à rêver : si elle était tout simplement « queer » ? Louise aurait sans doute apprécié cette expression venue des milieux gays et lesbiens des États-Unis. Ces derniers ont revendiqué ce mot et se le sont approprié, après que les bien-pensants les avaient insultés avec ce mot signifiant « bizarre, louche ». Elle serait sans doute partie prenante des luttes féministes contre toutes les discriminations ! Elle nous apporterait son énergie formidable et ses idées originales, son refus des carcans sociaux et idéologiques et son sens profond de la solidarité et de l'entraide. Puissions-nous être nombreuses et nombreux à poursuivre ce chemin d'émancipation !

É. C.

Commission Femmes de la Fédération anarchiste

Huile sur bois de Jules Girardet (fin XIXe).

L'Oiseau noir du champ fauve. Cantate pour Louise Michel. CD présentant des chansons, des poèmes, des textes de Louise Michel, Michèle Bernard, Arthur Rimbaud et Jules Jouy, interprétés par Michèle Bernard, les Percussions de Treffort et l'Ensemble vocal Résonance contemporaine.

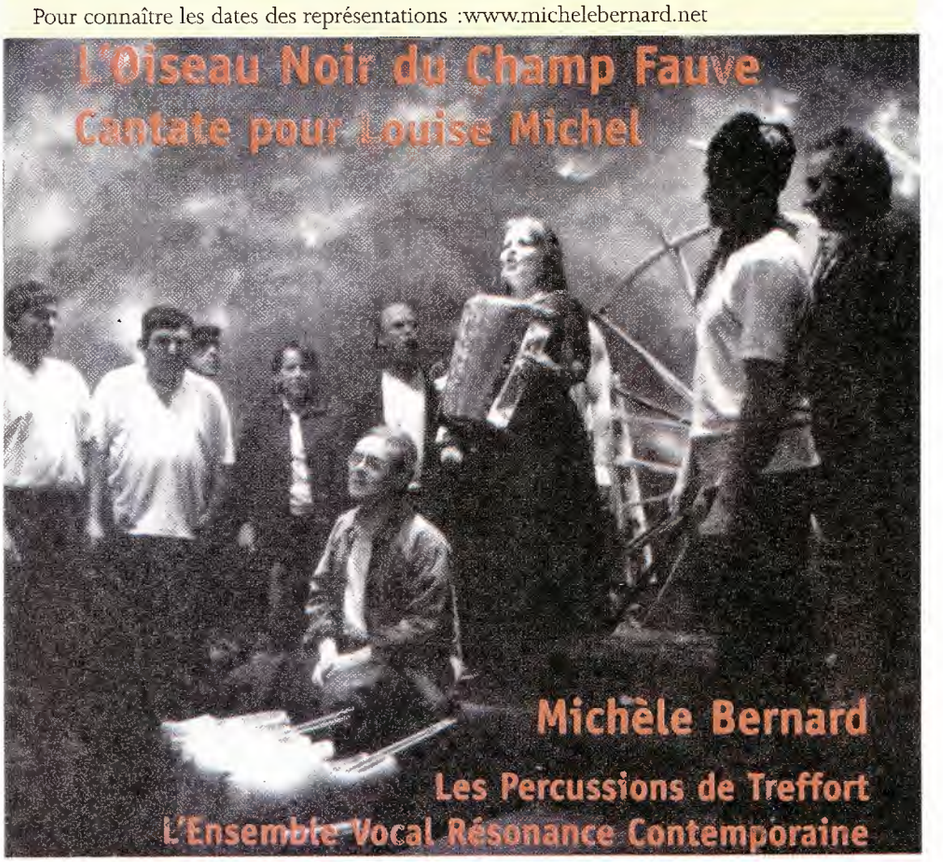
Un chant interprété à plusieurs peut être très simple ou très savant. Il est toujours porteur d'une émotion particulière et irremplaçable. Il nous rappelle le lien qu'entretient la chanson avec l'histoire, la Grande, celle des livres, et l'autre, l'intime, celle qui nous accompagne si mystérieusement, d'une berceuse à un chant révolutionnaire, d'une comptine à une rengaine à deux sous.

La chanson est depuis toujours vivante dans les remous de l'âme populaire. C'est elle qui m'a amenée sur les traces de Louise Michel.

J'ai eu envie de réécouter « la musique » de ce personnage austère et passionné, qui a « jeté » son cœur à la Révolution, tout en se rêvant musicienne et poète, et qui aujourd'hui sait encore nous arracher à la résignation.

Michèle Bernard

Pour connaître les dates des représentations : www.michelebernard.net



La revanche des pauvres

Thierry Maricourt

Faire construire un château. La nique à Larsouille. Larsouille, c'est l'ancien maire, l'agriculteur retraité aux quatre cents hectares, le propriétaire de la porcherie qui a pollué les rivières du bourg. S'installer sur un terrain qu'il convoite. L'argent, d'où il vient, vous voulez le savoir ? Mon argent ? Oh ! Vous n'imaginez pas ! Il vient de ma tante. Comme dans les histoires magnifiques, avec princes et princesses, bijoux et palaces, croisières et fastueux mariages... Ma tante était riche, très riche. Elle ne me connaissait qu'à peine mais quand elle est morte, c'est à moi qu'elle a tout légué. Un héritage par défaut, parce que personne d'autre ne lui convenait. Des grigous dans la famille, la famille proche, prêts à toutes les saloperies pour lui extorquer encore et encore son pognon. Amabilités ou menaces, selon les jours. La vieille qui comprend, qui a toujours compris, qui ronchonne, qui se décide enfin, avise discrètement son notaire et sans état d'âme modifie la plupart des clauses du testament.

La famille qui s'étrangle de fureur, qui requiert les services non d'un mais d'une flopée d'avocats et de notaires, qui entame démarche sur démarche pour récupérer l'argent qu'elle croit sien, qui rémunère sans compter avocats et notaires, qui finalement perd, perd sur tous les tableaux. Puisqu'elle possédait encore toute sa tête, la vieille avait tout à fait le droit de léguer sa fortune à une lointaine nièce qu'elle n'avait quasiment jamais vue. Les membres de sa famille ne sont d'ailleurs pas tout à fait oubliés, de belles sommes et des biens conséquents leur reviennent, ce n'est pas demain qu'ils tendront la main dans les rues.

Fortune aussi soudaine que considérable, pour moi. Quel usage ? La distribuer ? J'y ai songé, figurez-vous, avant de me dire que cet argent n'apaiserait pas la misère du monde, que d'autres grigous – puisque l'espèce fourmille – en profiteraient et que mieux valait que j'en bénéficie – moi. Que j'accomplisse un rêve fou. Une sorte de château en Espagne bâti... ici même ! Ah ! faire construire un château sur ces terres que depuis si longtemps convoite Larsouille !... Les lui enlever à jamais. Ridicule objectif et néanmoins dans mes cordes. Qu'il en attrape la jaunisse, Larsouille, qu'il larmoie, trépigne, bave et me maudisse... Car, avec moi, le petit bois sera interdit à la chasse, l'étang à la pêche. Bien sûr, ce château, je n'y séjournerai pas longtemps, à mon âge, trois, quatre, cinq ans peut-être, pas plus, mais il sera construit, il plongera ses racines sur ce morceau de terre au confluent de deux rivières naguère poissonneuses. Puis je le léguerai à mon tour. Pour un centre de vacances, peut-être, bourré de gamins ; ou pour une association militante, oui cela me ferait plaisir que des troupes contestataires débarquent de temps en temps dans la commune et se répandent dans les parages, qu'elles le fassent à partir de ce château, qu'elles le considèrent comme une base subversive en plein pays chouan... L'idée me séduit. Je vais me renseigner. L'administration me mettra-t-elle des bâtons dans les roues ? Quel article de loi brandir pour m'empêcher d'user de ce terrain et de son château comme bon me semble ? Les vieux barons du canton vont en crever de colère, ils vont se regrouper autour de Larsouille pour s'opposer à mes projets. Je les sais déjà à l'œuvre. Vont examiner les textes de loi, dénicher à mon encontre un article hors d'âge, depuis longtemps tombé en désuétude, menacer. Menacer, ils en ont l'habitude. Passeront me voir l'un après l'autre. Useront de tous les arguments à leur portée. Et moi qui jouerai la naïve, celle qui déborde de bonne volonté mais qui se trompe à chaque fois qu'elle entreprend quelque chose. Un rôle sur mesure. Qui leur promettra tout ce qu'ils voudront entendre, sans bien sûr jamais m'exécuter.

Pour qui te prends-tu, Larsouille ? Toi et ta clique d'empesteurs... Faut vous voir quand vous paradez dans le bourg, fusil en bandoulière, toujours au moment de la rentrée des classes !... Seigneurs, vous êtes, seigneurs sur vos terres. Nous, c'est toujours la même chose, on s'écrase, on ferme notre gueule – pardonnez-moi l'expression ! Tout vous appartient. Vous avez fait trimer toute la population de cette région pour trois francs six sous et vous exigez encore qu'elle vous soit soumise. Votre loi, c'est le notaire et le fusil. Vous tenez si bien l'un et l'autre que rien ne peut plus vous inquiéter. Sauf... Ah ! sauf l'imprévu. Une folle comme moi, en l'occurrence, qui se retrouve soudain à la tête d'une fortune, une fortune telle qu'elle vous terrorise, la folle, qu'est-ce qu'elle va en faire ? Oui, qu'est-ce qu'elle va faire de tout ce pognon ? vous lamentez-vous. S'octroyer les privilèges que nous nous accordions jusqu'alors ?

Solliciter son entrée dans notre cour ? Mais pour qui vous prenez-vous ? Qu'irais-je faire parmi vous, qui ne vous entourez que de godiches à votre image ? Qui ne distinguez pas que le monde existe au-delà des barbelés qui ceinturent vos terres ? Vous n'imaginez pas combien j'aimerais être morte et assister, assister pourtant, à votre mine contrite lorsque des gamins s'égaieront sur ces champs – pour toujours « vos champs » croyez-vous – qui jusqu'alors n'accueillaient que de rigides et disciplinés pieds de maïs ! Ce château, ce sera la revanche des pauvres. Ils viendront de partout et circuleront dans vos rues, vos villages, ils vous feront la nique et vous serez incapables de les en retenir. Vous vous mordrez les lèvres de rage mais ils seront là, vos gendarmes noteront leurs faits et gestes – mais ils seront là. Les réprimer ? Pour quels motifs ? Vous en inventerez, vous en êtes capables. Vous créerez de toutes pièces des délits, vous accuserez qui vous gênera de les avoir commis, ces délits. La loi, on connaît l'usage que vous en faîtes. Le respect qu'elle vous inspire. La loi, c'est vous. La modifier ne concerne donc que vous. La subir, c'est une autre paire de manche, ses foudres nous sont réservées. Mais nous ne sommes pas si sots que vous vous plaisez à le penser.

Nous pouvons nous abriter derrière elle, la détourner, l'utiliser à notre profit. Nous pouvons la subvertir et au besoin, pourquoi pas ? y contrevenir. Ce sera pourtant inutile ici, ce château sera construit dans les règles, tu verras Larsouille, tu pleurnicheras en vain. Les murs s'élèveront l'un après l'autre, de hauts murs, crénelés au sommet, deux tours également, oui j'imagine deux tours rondes, de chaque côté de l'entrée, une belle entrée avec un large perron, et des pièces, de grandes pièces à foison où se réunir et rire, des salles à manger, des chambres... Une immense cuisine, des toilettes partout... Un grenier. Un vaste grenier, où les enfants joueront et se perdront des journées entières et joueront encore les lendemains... Et des caves où planquer le pinard que nous réserverons aux jours de fête.

Tu as déjà vécu dans une HLM, Larsouille ? Dans un F3 dont les fenêtres donnent directement sur la rocade (à maintenir fermées quel que soit le climat, sinon ça pue les gaz d'échappement dans tout l'appartement) ? Eh bien, viens chez moi, tu découvriras ! Tu pigeras peut-être pourquoi cet héritage, je ne vais pas le dédaigner.

La revanche des pauvres, c'est biblique, tu ne trouves pas ? Tu t'es assez fichu de nous avec tes croyances à la noix auxquelles n'était assigné qu'un but : que nous nous prosternions encore et toujours devant toi et tes semblables. Mais on va te faire la nique, Larsouille, et même si on ne tient pas longtemps, même si tes huissiers et tes gendarmes nous contraignent, finalement et la force aidant, à plier bagages, on t'en aura filé des coliques, tu verras, camarade Larsouille.

Th. M.

Montpellier

26e festival du cinéma méditerranéen

Christiane Passevant

COMME À SON HABITUDE, le festival du film méditerranéen de Montpellier présentait un choix remarquable de films, tant pour leur diversité culturelle que pour la variété des thèmes. Encore une fois, et pour sa 26e édition, le festival met en valeur l'aspect de l'engagement au cinéma. Cela porte en particulier sur l'hommage rendu à Marco Bellocchio, cinéaste dont l'œuvre se distingue par la cohérence d'un regard critique lié à son itinéraire et à sa vision d'une réalité sociale « en mouvement ». L'intime, lié au politique, ressort dans la représentation de l'engagement et de la réalité sociale.

Buongiorno, notte, son dernier film, revient sur un des épisodes des années dites de plomb, l'enlèvement d'Aldo Moro et sa séquestration par des membres des Brigades rouges. L'univers clos, la complexité de l'engagement révolutionnaire, le lieu d'enfermement – pour tous les protagonistes – avec, pour seule ouverture vers l'extérieur, la télévision qui donne une dimension chronologique et officiellement historique. La fin du film montre, avec des images d'archives, une classe politique italienne en plein désarroi – toutes tendances confondues – se prêtant à une mascarade de funérailles... sans la dépouille d'Aldo Moro. Portrait au vitriol d'une farce macabre où le pape est trimbalé, en icône grotesque, sur son trône doré.

Si l'on hésitait encore sur l'anticléricalisme de Bellocchio après *le Sourire de ma mère* (*l'Heure de religion* dans sa traduction littérale), le montage qu'il fait des images d'archives lève le moindre doute. *Buongiorno, notte* n'est pas une reconstitution historique, mais plutôt une réflexion sur l'Italie actuelle où, dit-il, « existe un conformisme, une hypocrisie, un désintérêt ». C'est l'histoire officielle soumise à la perception de plusieurs générations avec une fin à double détente qui « signifie que l'on peut refuser la fatalité de l'histoire ». Les scènes oniriques de Moro marchant dans la ville, les images de la Résistance italienne massacrée pendant la Seconde Guerre mondiale avec référence à Rossellini, les doutes de Chiara la brigadiste, sont autant de questionnements sur la réalité politique et sociale italienne d'aujourd'hui.

L'hommage rendu à cet immense cinéaste a permis de découvrir (ou de revoir) ses premiers films, *les Poings dans les poches* (1965), *La Chine est proche* (1967), *Au nom du père* (1972), mais aussi des films politiques comme *la Contestation* (1969) ou le documentaire *Sogni infranti* (1995) qui revient sur les aspects théoriques et pratiques de la lutte armée. L'anticléricalisme (*le Sourire de ma mère*, 2002), la critique sociale (*la Nourrice*, 1999), la dénonciation du conformisme et de la morale bourgeoise (*le Saut dans le vide*, 1979), la folie sont les thèmes récurrents d'une œuvre dont la programmation est trop rare.

Le festival, cette année, n'était pas en reste avec les monuments cinématographiques, puisque Orson Welles y était aussi à l'honneur, notamment avec des films tournés en Méditerranée : *Don Quichotte* (1957), *le Marchand de Venise* (inachevé, 1969). Et Mario Bava, dans un genre différent, pour une nuit en enfer – tradition du festival – avec *le Masque du démon* (1961) et *Six femmes pour l'assassin*, deux films de « l'âge d'or du fantastique italien ».

Les risques, le festival sait aussi en prendre, par exemple avec le film espagnol qui a ouvert le festival, un policier dans l'Espagne franquiste de 1973. Machisme, dictature et armée sur fond d'enquête criminelles et relents de services secrets. *Morts communs* de Norberto Ramos del Val replonge dans l'univers et l'ambiance du franquisme, dernière période, et offre bien des rebondissements autour d'un secret d'État : la course à l'armement nucléaire.

Onze longs métrages de fiction en compétition pour cette 26e édition dont plusieurs films se détachent par leur engagement critique assez bien résumé par la « lettre » du réalisateur slovène de *Banlieue* (Prix du jeune public), Vinko Möderndorfer : « *Banlieue* est un miroir pour le public européen, et il ne lui renvoie pas une belle image. Nous vivons une époque cruelle, de double standard et de guerre perpétuelle... Plus que jamais, le monde est divisé entre les extrêmement riches et les extrêmement pauvres [...] Avec ce film, nous voulons nous adresser au monde sans masque, sans artifice, sans embellissement d'aucune sorte. Nous avons choisi un langage

très rude qui ne fait pas cas de la popularité, des commerciaux et ne vise pas à plaire. Ce qui nous importe, c'est le message, la réalité du monde et des gens.

La chose la plus dangereuse pour la civilisation européenne est le malheur de la majorité des individus qui commencent à accuser d'autres de leur misère et de leurs maux. La xénophobie, l'intolérance, la haine sont les plus grands dangers de notre Europe commune. Le fascisme n'appartient pas au passé, il revendique toujours ses aspirations sanguinaires. Nous avons fait le choix délibéré d'employer un langage cinématographique fort, direct et quasi documentaire, car c'est la seule façon de choquer le public et de le faire réfléchir. »

Comme l'année dernière, c'est un film turc qui remporte l'Antigone d'or du festival du cinéma méditerranéen. *Des bateaux d'écorce de pastèque*, premier film d'Ahmed Ulçay, raconte la passion de deux adolescents pour le cinéma avec beaucoup de clins d'œil cinématographiques par le truchement des chutes de pellicule récupérées de la salle de projection de leur village d'Anatolie. Reste à construire un projecteur... S'il émeut par son récit, le film n'atteint pas toutefois la densité et la force d'*Uzak* de Nuri Bilge Ceylan (premier prix du 25e festival), où Istanbul enneigée reflétait le monde intérieur des personnages.

Déception pour *Dans les champs de bataille* de Danielle Arbid qui a seulement obtenu le prix du soutien technique GTC. Ce premier long métrage de fiction est pourtant aussi original dans sa forme que par le traitement du récit. Une réflexion sur la société libanaise, disloquée par huit années de guerre civile – le film se situe en 1983 – dont le contexte se reflète au sein d'une famille, elle aussi déchirée. Lina, jeune adolescente, vit ces conflits avec une totale perte de repères, observe les adultes qui l'ignorent, trop préoccupés par leurs problèmes. Sa révolte éclate d'autant plus violemment qu'elle revendique des droits sans les comprendre et qu'elle subit les tensions de la famille comme celles d'une société déchirée. « Je m'en fous de Dieu et de l'Église ! », s'écrit-elle tandis que le père flambe dans des cercles de jeu, que la tante joue aux cartes entre amis et se saoule au whisky. Dehors, les murs sont grêlés par les tirs d'obus. *West Beyrouth* (1999) de Ziad Doueiri, montrait déjà la guerre civile à travers le regard de trois adolescents, mais cette fois la vision est plus sombre, introvertie.

C'est aussi un autre cycle du conflit, plus dur, et le drame vécu est intérieur. L'éveil de la sexualité de Lina est une autre facette du récit comme son admiration pour Siham, la domestique délurée de sa tante, seul personnage avec qui elle semble tisser des rapports de connivence entre les terrasses et la cave où les habitants de l'immeuble se réfugient lors des bombardements. Solitude d'une adolescente face aux conflits internes et externes, *Dans les champs de bataille* de Danielle Arbid sort sur les écrans le 25 décembre 2004.

La guerre est encore présente dans *Un camion gris de couleur rouge* de Srdjan Koljevic (Serbie-Montenegro-Allemagne-Slovénie). 1991, dernier jour de paix en Yougoslavie. Rencontre d'un Bosniaque, passionné de camions, daltonien et ex-taulard, et d'une punkette de Belgrade, enceinte. Suit un voyage dans un monde qui bascule dans le chaos filmé entre dérision et absurde, un étrange road movie dans la violence décalée. L'humour décapant de Srdjan Koljevic n'évacue certainement pas l'horreur de la guerre, mais en souligne l'imbécillité. C'est une fable contre la guerre, contre le nationalisme et la violence qu'il engendre immanquablement, mais aussi contre une société de consommation qui place le fric et la bagnole au-dessus des vies humaines et de la vie tout court. Pour preuve, la première scène, en prologue du film, où les trafiquants d'armes se trucident entre eux avec le regret d'endommager la belle voiture de l'un d'eux : « Tu peux me tuer, mais ne raye pas ma bagnole neuve... Ah ! » Le film a remporté le prix du public et il faut espérer qu'il aura bientôt un distributeur.

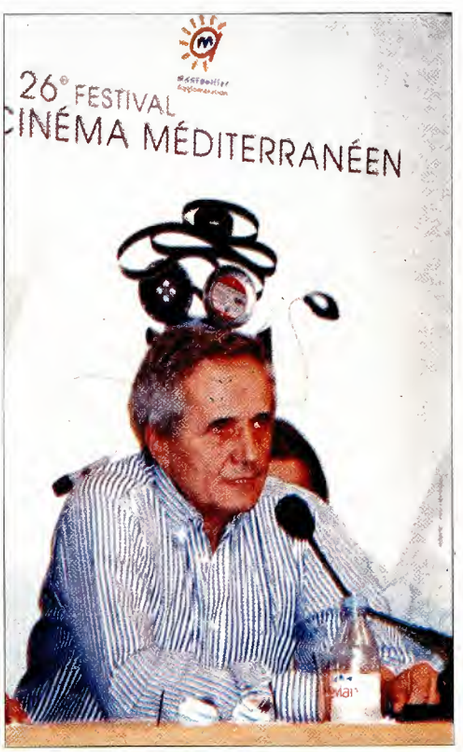
La sélection des longs métrages en panorama a permis de découvrir des réalisations inscrites dans des réalités, souvent brutales. *Les Suspects* de Kamal Dehane (Belgique-Algérie) suit le combat d'une psychiatre algérienne qui écrit sur les traumatismes laissés par la guerre d'Algérie. Rappeler les blessures enfouies et les lâchetés sublimées, dénoncer la corruption et la montée de l'intégrisme, montrer la résistance des femmes pour leur indépendance, le droit au plaisir et le refus des schémas conventionnels, tout est abordé dans *les Suspects* dont le scénario est tiré d'un roman de Tahar Djaout, *les Vigiles*. Nadia Kaci y joue le rôle de Samia, touchante et révoltée, face aux événements qui s'emballent dans un engrenage de folie meurtrière. De l'Algérie, un film dans une autre catégorie – le documentaire – révèle le malaise social qui règne dans le pays par le biais d'un hôpital psychiatrique, *Aliénations* de Malek Bensmail (France), qui a reçu le prix Ulysse.

Pour rester au Maghreb, *À Casablanca, les anges ne volent pas* de Mohamed Asli (Maroc-Italie) est peut-être l'une des plus belles découvertes du festival. Trois hommes, contraints de s'exiler dans la capitale, travaillent dans un restaurant. L'un rêve de son village dans la montagne où sa femme l'attend avec désespoir, le second d'un cheval resté à la ferme, son seul trésor, qu'il montait adolescent lors de fantasias, et le dernier est attiré par une vitrine où une paire de chaussures l'attire irrésistiblement. Une peinture sociale du Maroc actuel pour un premier long métrage qui s'attache aux personnages et montre les différents univers qui se côtoient dans Casablanca, la ville « mangeuse d'hommes », magnifiquement filmée, avec naturel et dans toute sa réalité.

L'exil encore pour *Lettres au vent* d'Edmond Budina (Italie) qui décrit la vie d'un intellectuel

Leyla Zana, militante kurde

Marco Bellochio

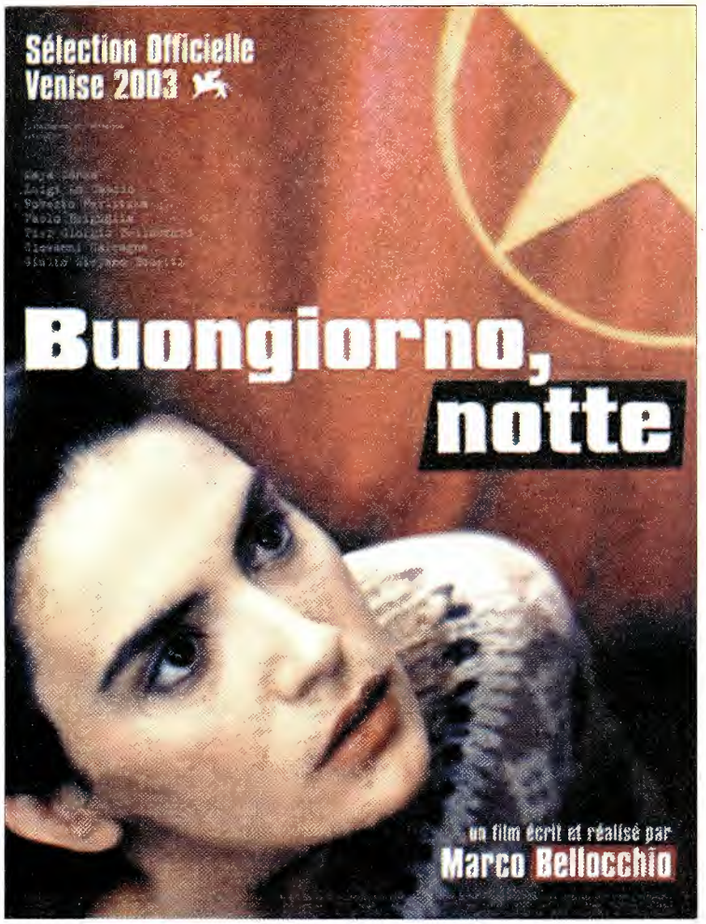


albanais à la recherche de son fils parti en Italie. Un parcours douloureux pour cet homme intègre qui refuse l'aide d'un ami devenu riche grâce à divers trafics, dont celui du transport des candidats à l'immigration clandestine et aux réseaux de prostitution. Marchands de rêve, mafia et société en déliquescence pour ce film réalisé avec rage et justesse.

Photo de groupe avec une femme de Itzhak Rubin (Israël) traite de la quête d'une femme, mais cette fois d'une identité et d'une enfant abandonnée des années auparavant. Ce film, dans son traitement, passe de la fiction au documentaire, en ellipse, le récit s'achevant sur le personnage dans la vie réelle. Une réflexion intéressante sur la condition des femmes en Israël.

Plusieurs des films israéliens ont un point commun, le problème religieux qui semble de plus en plus prégnant dans une société en repli. C'est le cas d'*Avanim* (*les Pierres*) de Raphaël Nadjari (France-Israël) où une jeune femme se trouve confrontée à des pressions sociales et religieuses violentes. La lutte est rude pour son indépendance et contre l'hypocrisie. De même *Feu de camp* de Joseph Cedar (Israël) qui se situe en 1981 et met en scène une mère et ses deux filles. La vie sans un « chef » de famille n'est pas simple surtout quand la mère décide de rejoindre une colonie religieuse. La tendance se confirme dans quelques-uns des courts métrages, *Divertissement shabbatique* de Mihal Brezis (Israël), cette fois une adolescente doit se dissimuler pour sortir avec ses amies la veille du shabbat, mais un accident dévoile le mensonge. Puis dans deux courts métrages, *l'Âge de raison* de Myriam Aziza (France) – dans lequel Déborah, 7 ans, est tentée par la transgression des traditions et des règles imposées –, et *les Souliers de Shabbat* de Zohar Behrendt (Israël) – où Zoé regarde, malgré l'interdiction, *Dieu qui passe*, du moins le croit-elle et suit le père de son institutrice, vénérable vieillard religieux. Plusieurs thèmes donc liés au religieux avec des personnages – surtout des femmes et des filles – en rupture avec les traditions ou qui observent, interrogatives. L'air du temps ou constat critique ? Pour le constat critique, *Veronica* de Evgeny Ruma (Israël) raconte le quotidien d'une jeune femme russe, exilée économique et dans un état de solitude extrême. Le déracinement est pathétique et le retour à son pays d'origine impossible.

La sélection des courts métrages réserve chaque année des surprises brossant souvent avec acuité des tableaux justes de la situation sociale de chaque pays. Par exemple *Conversations de salon* de Danielle Arbid (France-Liban), remarquable série de chroniques douces amères en trois actes : « Le pays, les maris et la famille ». Dans un salon, les femmes de sa famille discutent de tout, de la guerre, des blessures, de la peur, de l'ennui, des hommes, de l'argent, etc. On rit parfois aux banalités, aux mesquineries, puis l'on songe aux non-dits. C'est filmé sans concession, mais juste, avec maturité.



De même pour *Cousines* de Lyes Salem (France-Algérie) qui, au détour de vacances à Alger et de retrouvailles avec la famille et les amis, photographie la réalité algérienne d'aujourd'hui. Les sourires s'estompent peu à peu devant les questions de Driss. Le pays a bien changé, comme lui qui se sent désormais plus proche de ses cousines qui revendiquent une liberté et une indépendance alors que les hommes acceptent les conventions, les traditions. *Cousines* a reçu le prix du jeune public.

Le problème de l'immigration est abordé par le biais comique dans *la Dictée* d'Ibrahim Letaief (Tunisie), mais pas seulement. Comment obtenir un visa pour atteindre cette Europe de tous les rêves ? Le regard d'Ibrahim Letaief sur les nouvelles lois de l'immigration est à la fois ironique et percutant. Le film a été choisi par Ciné Cinémas avec programmation à la clé.

Le Grand Prix du court-métrage a été décerné à *Un voyage à la ville* de Corneliu Porumboiu (Roumanie, 2003). Pour l'anniversaire du maire d'un petit village, un trio s'en va en ville avec la mission de ramener des WC roses et du matériel informatique. Et c'est alors que tout se complique...

Deux courts-métrages à signaler, l'un, noir et blanc, pour sa poésie, *En attendant le train* de Catherine McGilvray (Italie), et *la Course* de Theo Papadoulakis (Grèce) qui a reçu le prix Canal +. Pour finir avec humour (détergent) et sans écarter la critique, trois courts métrages espagnols. *Les Superzamies contre le professeur Vinyle* de Domingo Gonzalez (Espagne) résume assez bien toute la richesse du jeune cinéma espagnol, dans la forme et sur le fond. Une parodie réussie – présentée en ouverture du festival – d'un *Kill Bill*, traité façon Monty Python, dont le rythme et les trucages servent un scénario délirant. Le second, en noir et blanc, est excellent d'inventivité : *7 h 35 du matin* de Nacho Vigalondo ou quand une comédie musicale tourne à la farce, façon bombe et confettis. Et, enfin, *les Parents* de Xali Sala – petit bijou d'humour noir et de *trash* à la John Waters dans *Pink Flamingos*. Plan séquence : deux adolescentes fument un joint devant un gâteau d'anniversaire après s'être débarrassées des parents. Musique illustrative, outrance et conventions liquidées... À suivre...

Les documentaires présentés pendant ce dernier festival s'attachaient pour la plupart aux problèmes graves autour de la Méditerranée. Qu'il s'agisse de *la Terre de 48* de Barrack Rima (Belgique) ou de *Jusqu'à quand ?* de Dahna Abourahme (Palestine-États-Unis) – sur la situation palestinienne –, des *Passeurs* de Laetitia Moreau (France) – sur l'immigration clandestine –, de *Channels of Rage* de Anat Halachmi (Israël) – duel à travers le rap –, de *Entre femmes* de Hala Galal (Égypte) – sur la condition des femmes – ou encore de *Leyla Zana, l'espoir d'un peuple* de Kudret Gunes (France) — qui retrace la vie d'une militante kurde —, tous ces films montrent la richesse des documentaires en pays méditerranéens.

Dix jours de cinéma, dix jours « sans langue de bois » ni « faux-fuyants »[1] durant lesquels est diffusée la création méditerranéenne dans toute son originalité. Mais où voir ensuite ces films ? Le problème de la distribution demeure entier. **Chr. P.**

1. Jean-François Bourgeot, directeur du festival du film méditerranéen, qui a lieu chaque année à Montpellier, fin novembre.

Fédération anarchiste

les groupes

www.federation-anarchiste.org

02 Aisne
Grpe Pierre-Kropotkine
c/o Athénée libertaire,
8, rue de Fouquerolles,
02000 Merlieux

06 Alpes-Maritimes
Liaison Antibes
c/o Librairie du Monde libertaire

07 Ardèche
Grpe d'Aubenas
c/o Cercle Social Ardéchois,
BP 15,
07170 Villeneuve-de-Berg

08 Ardennes
Liaison Ardennes
c/o La Question Sociale,
BP 5, 08150 Rimogne
mailto:endehors@multimania.com

09 Ariège
Liaison Thélème
09200 Lacourt par St-Girons
lalocale2002@yahoo.fr

12 Aveyron
Liaison Sud-Avevron
c/o SAP, BP 2, Montlaur,
12400 Saint-Affrique
Liaison Millau
c/o SAP,
BP 2, Montlaur,
12400 Saint-Affrique

13 Bouches-du-Rhône
Liaison Aix
Grpe FA de Marseille c/o
Mille Sabords,
61, rue Consolat,
13001 Marseille
contact@fa-marseille.fr.eu.org

14 Calvados
Gpre Stirner E-mail:
contact@fa-caen.fr.st
http:llwww.fa-caen.fr.stl

15 Cantal
Grpe La Pierre Noire
c/o Librairie du Monde libertaire

17 Charente-Maritime
Grpe Les AffranchiEs
groupe-les-affranchies@federation- anarchiste.org

Grpe Nous Autres
c/o ADIL, BP 3,
17350 Port-d'Envaux.

19 Corrèze
Liaison Corrèze
c/o Librairie du Monde libertaire

21 Côte-d'Or
Grpe La Mistoufle
c/o Les voix sans maître,
7, rue du Dr Chaussier,
21000 Dijon

22 Côtes-d'Armor
Grpe Jean Souvenance
c/o Librairie du Monde libertaire
souvenance@no-log .org

23 Creuse
Grpe A. Lehning,
c/o CNT Creuse,
BP 181, 23004 Guéret cedex

24 Dordogne
Grpe Périgueux
c/o Athénée libertaire,
7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
Grpe La Boétie

25 Doubs
Grpe Proudhon
c/o CESL, BP 21, 25014
Besançon cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
http://lautodidacte.org
Librairie associative
L'Autodidacte
5, rue Marulaz 25000
Besançon

28 Eure-et-Loir
Grpe libertaire de Chartres
c/o Librairie du Monde libertaire

29 Finistère
Grpe Les Temps Nouveaux
c/o CEL, BP 51044,
29210 Brest cedex

30 Gard
Grpe FA du Gard Vaucluse
c/o AGDIR, BP 5018,
30900 Nîmes cedex,
http:llwww.fa-30-84.orgl

33 Gironde
Cercle Jean-Barrué
c/o 7, rue du Muguet,
33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
Grpe Aristide et Paul-Lapeyre
61, rue Pauly,
33130 Bègles

34 Hérault
Liaison Montpellier
c/o Librairie du Monde libertaire

35 Ille-et-Vilaine
Grpe La Sociale
Local anarchiste rennais,
9, rue Malakoff,
35000 Rennes
fa-rennes@fr.st
www.fa@rennes.fr.st
Grpe ni dieu ni maître
ndnm@federation-anarchiste.org

38 Isère
Grge Jules-Vallès
c/o ARSEP, BP 4021,
38811 Grenoble cedex 01
jules.valles@no-log.org

39 Jura
Grpe Lucio
c/o La Maison du Peuple
12, rue de la Poyat,
39200 St-Claude

40 Landes
Liaison Élisée-Reclus
13, avenue Jules Ferry,
40110 Morcenx

42 Loire
Grpe Nestor-Makhno
c/o FA, Bourse du Travail,
cours Victor-Hugo,
42026 Saint-Étienne

45 Loiret
Grpe El-Quico
45, ter Maisons des associations,
45200 Orléans

50 Manche
Liaison Carentan c/o GREL,
BP 12,
50130 Octeville cedex

54 Meurthe-et-Moselle
Grpe Jean-Roger-Caussimon
c/o CRES, 76, rue Léonard Boursier,
54000 Nancy
Grpe Marée Noire c/o Planète Verte,
BP 22, 54002 Nancy cedex
contact@maree-noire .info
http:// maree-noire.info
Liaison FA Toul
c/o Planète Verte,
BP 22, 54002 Nancy cedex
liaison-toul@federation-anarchiste .org

55 Meuse
Liaison Meuse
c/o librairie du Monde libertaire
contact@maree-noire.info

56 Morbihan
Grpe du Morbihan
c/o librairie du Monde libertaire

57 Moselle
Grpe de Metz
c/o ACL,BP 16,
57145 Noiseville
groupe-voline@federation-anarchiste.org

62 Pas-de-Calais
Liaison Boulogne-sur-Mer
c/o La Mouette Enragée
BP 403,
62206 Boulogne-sur-Mer cedex
lamouette.enragee.@wanadoo.fr

63 Puy-de-Dôme
Liaison Clermont-Ferrand
c/o Librairie du Monde libertaire

67 Bas-Rhin
Groupe Juillet 36 c/o ACLS1a, place des Orphelins
67000 Strasbourg
groupe-strasbourg @federation-anarchiste.org
fastrasbg.lautre.net
Liaison Bas-Rhin
c/o REMON, BP 35,
67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

69 Rhône
Liaison FA c/o Librairie La Plume Noire,
19, rue Pierre-Blanc,
69001 Lyon

71 Saône-et-Loire
Grpe La Vache Noire c/o ADCL
BP 516, 71322 Chalon-sur-Saône cedex

72 Sarthe
Grpe Lairial SL, 4, rue d'Arcole,
72000 Le Mans

73 Savoie
Grpe Acratie c/o C.R.I. libertaire boîte 19/10,
Maison des Associations, 67, rue St-François-de-Sales,
73000 Chambery
acratie@lautre.net
http://acratie.lautre. netl-pages/indexsta.html

74 Haute-Savoie
Grpe Atanar
BP 2,
74480 Plateau d'Assy
atanar74@yahoo.fr

75 Paris
Librairie Publico,145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél : 01 48 05 34 08, Fax : 01 49 29 98 59
Ouverture : du lundi au vendredi de 14 heures à 19 h 30 le samedi de 10 heures à 19 h 30
Radio libertaire 89.4 MHz FM
radio-libertaire@federation-anarchiste.org
Grpe Berneri
c/o Librairie du Monde libertaire
Grpe Claaaaaash
c/o Librairie du Monde libertaire
grpe-claaaaaash@federation-anarchiste.org
Grp2e Idées Noires (Paris Sud)
ideesnoires. fa@wanadoo. fr
Grpe La Vache Folle c/o Librairie du Monde libertaire,
vfolle@multimania.com
www.multimania.com/vfolle
Grpe Louise-Michel,
«La Rue»
10 rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses),
75018 Paris
groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
Grpe Pierre-Besnard
c/o Librairie du Monde libertaire
groupe-pierrebesnard@federation-anarchiste.org
Groupe «La Rue»
c/o Librairie du Monde libertaire...

76 Seine-Maritime
Grpe de Rouen c/o CES,
BP 4202,
76723 Rouen cedex
farouen@no-log.org
Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire,
76000 Rouen
Grpe Zéro de conduite du Havre
Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire
76000 Rouen

77 Seine-et-Marne
Grpe Sacco-et-Vanzetti c/o GRELE,
1 bis, rue Émilie,
77500 Chelles
Liaison Melun
c/o Librairie du Monde libertaire

83 Var
Grpe Nada c/o ACL,
BP 5137,
83093 Toulon cedex
groupe-nada@federation-anarchiste.org

84 Vaucluse
Grpe Gard-Vaucluse
c/o AGDIR, BP 5018,
30900 Nîmes
fa-gardvaucluse@mailme.org
http:llwww .fa-30-84.orgl

85 Vendée
Liaison La-Roche-sur-Yon
c/o ACLN, BP 602211,
44002 Nantes cedex

92 Hauts-de-Seine
UD 92 c/o Publico
Federationanaarchiste92@noos.fr
Grpe Idées Noires
ideesnoires.fa@noos.fr

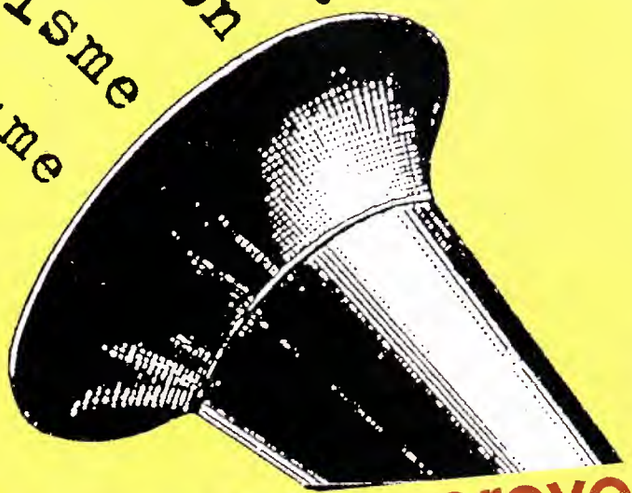
93 Seine-St-Denis
Grpe Commune Libre de Drancy
c/o Librairie du Monde libertaire
Grpe de Montreuil
c/o Librairie du Monde libertaire
Grpe Henry-Poulaille
c/o Librairie du Monde libertaire
barijot@wanadoo.fr
Liaison Albert-Camus
c/o Librairie du Monde libertaire
camusfa@no-log.org

94 Val-de-Marne
Grpe libertaire d'Ivry
c/o Librairie du Monde libertaire
faivry@no-log.org

95 Val-d'Oise
Grpe Makhno
c/o Librairie du Monde libertaire

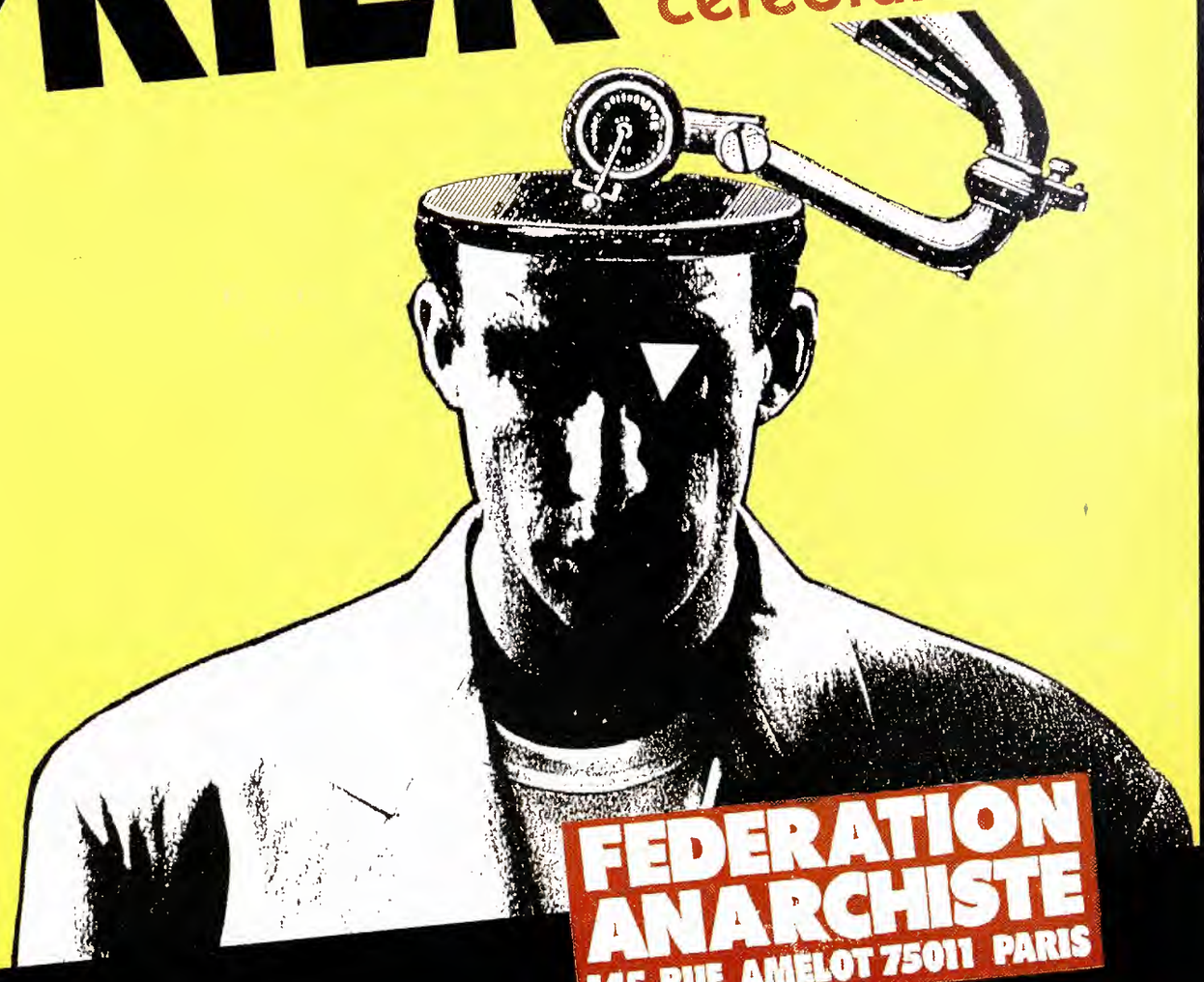
Belgique
Grpe Ici-et-Maintenant
c/o collectif Les Foulons, 47-49, rue des Foulons,
10000 Bruxelles,
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org

inégalités
oppression
militarisme
obscurantisme
résignation
sexisme
racisme



PRIER

provoque
des attaques
cérébrales



FEDERATION
ANARCHISTE
145 RUE AMELOT 75011 PARIS